

**REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**

**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

F. 2009 — 2601

[C - 2009/31410]

**4 JUIN 2009. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant application du décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé. — Deuxième lecture**

Le Collège,

Vu le décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 mars 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 décembre 2000;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997 et du 31 mai 2001;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 novembre 1997 et du 24 juin 1999;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 septembre 1998 relatif à l'application du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 octobre 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espaces-Rencontres";

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 juin 1998 relatif à l'application du décret du 18 juillet 1996 organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dette;

Vu les articles 16 à 28, 29 à 33, 72, 105 et 107 de l'arrêté NM, en ce qui concerne les dispositions relatives aux maisons médicales;

Vu les articles 34 à 48, 73 et 108 de l'arrêté NM, en ce qui concerne les dispositions relatives aux centres d'accueil téléphonique;

Vu l'article 2, 4° et 5° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mars 2006 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'action sociale et de la famille;

Vu l'avis favorable à l'unanimité remis le 2 avril 2009 par les sections réunies « services ambulatoires » et « aide et soins à domicile » du conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 21 avril 2009;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Vu l'avis 46.513/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du président du collège, chargé de la Santé, et du membre du Collège chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Champ d'application et définitions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle en vertu de l'article 138 de la Constitution une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Le décret : le décret du 5 mars 2009 relatif à l'offre de services ambulatoires dans les domaines de l'action sociale, de la famille et de la santé;

2° L'arrêté NM : l'arrêté de la Commission communautaire française du 18 octobre 2001 relatif à l'application du décret de la Commission communautaire française du 12 juillet 2001 modifiant diverses législations relatives aux subventions accordées dans le secteur de la politique de la santé et de l'aide aux personnes et relatif à la modification de divers arrêtés d'application concernant les secteurs de l'aide aux personnes, de la santé, des personnes handicapées et de l'insertion socioprofessionnelle;

3° Le membre compétent du Collège : le membre du Collège de la Commission communautaire française compétent pour la Santé ou le membre du Collège compétent pour l'Action sociale et la Famille;

4° L'administration : les services du Collège de la Commission communautaire française;

5° L'équipe : l'équipe agréée par la Commission communautaire française;

6° ETP : Equivalent temps plein.

## TITRE II. — Agrément, normes, subventions, contrôle et inspection

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Programmation

**Art. 3.** En application de l'article 32 du décret, le Collège fixe au moins tous les cinq ans et par secteur le nombre maximum de services ambulatoires agréés et le nombre de nouveaux services qu'il peut agréer.

Dans le cadre de cette programmation, le Collège adopte, au plus tard, au terme de la première année de législature, un arrêté de programmation qui analyse tant l'offre existante que les besoins constatés, et motive sa décision d'augmentation du nombre de services ambulatoires.

### CHAPITRE II. — Procédure d'agrément

**Art. 4.** En application de l'article 64 du décret, le service ambulatoire introduit sa demande d'agrément, par simple courrier, auprès du membre compétent du Collège. Le membre compétent du Collège instruit la demande d'agrément et les procédures d'octroi, de refus, de modification, de retrait d'agrément ou de modification contrainte d'agrément et de fermeture volontaire conformément aux articles 64 à 96 du décret.

### CHAPITRE III. — Normes et dispositions

#### Section 1<sup>re</sup>. — Normes et dispositions générales

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Normes générales de fonctionnement

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 97 du décret, le dossier de chaque membre de l'équipe comprend :

1° la copie de son diplôme et la dérogation aux qualifications accordée par le Ministre, s'il échoit;

2° le contrat de travail et ses avenants, mentionnant la fonction occupée et le temps de travail presté dans le service ambulatoire;

3° s'il échoit, un document mentionnant la ventilation des différentes subventions ou fonds propres affectés au salaire;

4° le numéro du registre national;

5° les attestations prouvant l'ancienneté.

§ 2. Ces documents et leurs modifications doivent être fournis à l'administration dès leur prise d'effet, par simple courrier.

**Art. 6.** En application de l'article 99 du décret, le service affiche le montant maximum des consultations dans un local accessible au public. S'il échoit, le service ambulatoire informe ses bénéficiaires de la gratuité de ses prestations de manière adéquate. En ce qui concerne les services ambulatoires qui exercent une mission de formation à l'extérieur, cette mission de formation peut ne pas être exercée à titre gratuit. Le service ambulatoire communique à l'administration les tarifs pratiqués et les affiche s'il échoit.

**Art. 7.** En application de l'article 100 du décret, sauf demande de dérogation dûment motivée et accordée par le membre compétent du Collège, le service ambulatoire fait figurer de façon visible pour le public et par l'intermédiaire d'un répondeur téléphonique ses heures d'ouverture et les coordonnées d'autres services pouvant répondre à des situations d'urgence en dehors de ses heures d'accessibilité.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 102 du décret, le service ambulatoire tient, à son siège principal d'activité, un dossier administratif à disposition de l'administration qui contient toutes les pièces prévues à l'article 64 du décret.

§ 2. La modification des pièces, à l'exclusion de celles visées à l'article 77 du décret, font l'objet d'une information de l'administration par simple courrier.

##### Sous-section II. — Normes générales de personnel.

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 109 du décret, les formations et qualifications requises pour le personnel de l'équipe agréée figurent à l'annexe III NM de l'arrêté NM sous le titre : "Fonctions subventionnées par secteur – diplômes requis et conditions d'accès".

§ 2. D'autres qualifications peuvent être reconnues par le membre du Collège compétent après avis motivé du conseil consultatif. A cette fin, le service ambulatoire introduit par simple courrier auprès de l'administration une demande de dérogation motivée. Cette demande fait l'objet d'un accusé de réception.

##### Sous-section III. — Normes architecturales générales

**Art. 10.** En application de l'article 113 du décret, s'il reçoit des bénéficiaires dans ses locaux, le service ambulatoire prévoit :

1° une salle d'attente;

2° au moins un lieu d'accueil et d'écoute garantissant la confidentialité des entretiens.

##### Sous-section IV. — Dispositions générales relatives aux subventions

**Art. 11.** En application des articles 115 et 116 du décret, la subvention pour frais de personnel de l'équipe agréée de tous les services ambulatoires est calculée sur base des barèmes fixés à l'annexe I<sup>er</sup> NM de l'arrêté NM et comprend les charges patronales et autres avantages fixés à l'annexe V NM de l'arrêté NM sur la base de l'ancienneté fixée à l'annexe IV NM de l'arrêté NM. Les échelles barémiques correspondant à chaque fonction sont déterminées à l'annexe II NM de l'arrêté NM. Les fonctions subventionnées et les conditions d'accès spécifiques à ces fonctions sont déterminées à l'annexe III NM de l'arrêté NM dont la modification comprend les nouveaux secteurs ambulatoires agréés, soit les services d'aide aux justiciables et les services "Espaces-rencontres".

**Art. 12.** En application de l'article 126 du décret, les subventions pour frais de personnel sont indexées selon le prescrit de l'article 112 de l'arrêté NM et les subventions pour frais de fonctionnement sont adaptées annuellement à chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2008}}$$

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Les pièces justificatives visées à l'article 122 du décret sont conformes au modèle fourni par l'administration et doivent comporter au minimum :

- 1° le compte individuel de chaque membre de l'équipe;
- 2° l'attestation prouvant le paiement des cotisations O.N.S.S.;
- 3° l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel;
- 4° la preuve du paiement des honoraires aux indépendants;
- 5° une copie du compte de recettes et dépenses et du bilan approuvés par l'assemblée générale;
- 6° s'il échoit, la preuve du dépôt des comptes et bilan au greffe du tribunal de commerce
- 7° le rapport d'activités approuvé par l'assemblée générale.

§ 2. Le montant du solde de la subvention est clôturé définitivement au plus tard à la fin du 3<sup>e</sup> trimestre de l'année qui suit l'année de la subvention. Il fait l'objet d'une approbation écrite du service ambulatoire ou de l'organisme à l'administration avant sa liquidation.

**Art. 14.** Les dispositions des articles 84, 85, § 1<sup>er</sup> et § 2, 85bis et 89 de l'arrêté NM sont d'application pour tous les services ambulatoires.

#### Section II. — Normes et dispositions sectorielles

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Normes et dispositions relatives aux services de santé mentale

**Art. 15.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe minimale visée à l'article 34 du décret dispose, au moins, d'un ETP psychologue, d'un ETP assistant social et d'un ETP médecin spécialiste en psychiatrie. L'ETP médecin spécialiste en psychiatrie peut être occupé pour 0.5 ETP maximum par un médecin en 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup> ou 5<sup>e</sup> année de maîtrise complémentaire en psychiatrie de l'adulte.

**Art. 16.** Le service de santé mentale informe par simple courrier l'administration du nom du médecin spécialiste en psychiatrie sous la responsabilité médicale duquel l'équipe exerce son activité thérapeutique.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 100 du décret, la permanence d'accueil est un accueil personnalisé dans les locaux du service de santé mentale. Elle assure également un accueil téléphonique. Le personnel accueillant est en mesure d'explicitier les missions du service ambulatoire et d'offrir un premier accueil ainsi que de prévoir, sans délai, une première consultation d'analyse et d'orientation.

§ 2. Le service de santé mentale est ouvert tous les jours ouvrables de 10 à 17 heures sans interruption. Il est accessible en dehors de ces heures, 3 heures/semaine au minimum, à répartir après 17 heures ou le samedi.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 118 du décret, le mode de calcul et les montants maximaux admissibles pour les frais de fonctionnement sont :

- 1° 17.800 euros pour 4 équivalents temps plein;
- 2° 19.250 euros pour 5 et 6 équivalents temps plein;
- 3° 20.700 euros pour 7 et 8 équivalents temps plein;
- 4° 22.150 euros pour 9 et 10 équivalents temps plein;
- 5° 23.600 euros pour 11 équivalents temps plein et plus.

§ 2. Un montant supplémentaire de 3.100 euros est octroyé par siège d'activités supplémentaire agréé.

##### Sous-section II. — Normes et dispositions relatives aux services actifs en matière de Toxicomanies

**Art. 19.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe du service actif en matière de toxicomanies agréé pour la mission de soins comprend, au minimum, un médecin qui assure des prestations équivalentes au moins à un mi-temps de travail.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 100 du décret, le personnel d'accueil du service actif en matière de toxicomanies doit être en mesure d'explicitier les missions du service ambulatoire et d'offrir un premier accueil. Si le service actif en matière de toxicomanies est agréé pour les missions de soins, d'accompagnement ou de réinsertion, le personnel accueillant prévoit sans délai une première consultation d'analyse et d'orientation.

§ 2. Les heures d'ouverture du service doivent être organisées selon un horaire fixe qui tient compte des besoins des bénéficiaires et des missions exercées par le service.

**Art. 21.** En application de l'article 118 du décret, le montant de base des frais de fonctionnement est de 14.750 euros.

**Art. 22.** En application de l'article 127 du décret, les moyens complémentaires pour frais de fonctionnement et pour frais de personnel sont calculés en fonction des critères suivants :

- 1° le nombre de bénéficiaires :
  - a) de 201 à 500 + 0,5 ETP;
  - b) de 501 à 1.000 + 1 ETP;
  - c) + de 1.000 + 1,5 ETP.

Les bénéficiaires retenus dans le calcul des moyens complémentaires sont ceux pour lesquels l'exercice d'au moins une mission a été sollicitée.

- 2° le nombre de sièges d'activités :

On entend par siège d'activité les lieux dans lesquels au moins une des missions est mise en œuvre à mi-temps.

- a) deux sièges d'activités + 0,5 ETP;
- b) trois sièges d'activités et plus + 1 ETP.

3° Lorsque le personnel preste :

- a) à mi-temps dans deux sièges d'activités, il ouvre le droit à 2.950 euros de frais de fonctionnement;
- b) à mi-temps dans trois sièges d'activités et plus il ouvre le droit à 5.900 euros de frais de fonctionnement;
- c) à temps plein dans deux sièges d'activités il ouvre le droit à 5.900 euros de frais de fonctionnement;
- d) à temps plein dans trois sièges d'activités et plus il ouvre le droit à 11.800 euros de frais de fonctionnement.

4° L'importance des participations financières émanant d'autres institutions : l'absence de participation financière émanant d'autres institutions ouvre le droit à 0,5 ETP complémentaire et à 2.950 euros de frais de fonctionnement.

5° La spécificité du projet et du public visé, telle que la permanence vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la mobilité de l'équipe, l'exercice des missions dans les hôpitaux et les prisons, ouvre le droit à un maximum de 2 ETP complémentaires et un maximum 35.400 euros de frais de fonctionnement.

6° L'exercice, cumulé simultanément, de plusieurs missions et le nombre total d'ETP des services agréés ouvrent le droit à :

- a) pour 4 missions à 0,5 ETP;
- b) pour 5 missions à 1 ETP;
- c) pour 6 missions à 1,5 ETP.

Lorsque l'équipe subventionnée comprend de deux à trois ETP, les frais de fonctionnement complémentaires sont de 2.950 euros.

Lorsque l'équipe subventionnée comprend plus de trois ETP, les frais de fonctionnement complémentaires sont de 5.900 euros.

**Art. 23.** Les frais de fonctionnement complémentaires décrits à l'article 22 de l'arrêté sont limités à un montant de 44.250 euros par service.

#### Sous-section III. — Normes et dispositions relatives aux centres d'action sociale globale

**Art. 24.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe minimale visée à l'article 39 du décret dispose, au moins, de deux assistants sociaux.

**Art. 25.** En application de l'article 38, 2° du décret, les modalités de collaboration inter-centres sont les suivantes :

1° chaque centre d'action sociale globale mandate deux représentants, dont le coordinateur général, au sein d'une assemblée, dénommée "collaboration inter centres";

2° les membres de l'assemblée se réunissent au moins deux fois par an;

3° l'ordre du jour est transmis à l'administration pour information, au plus tard dix jours ouvrables avant la date de l'assemblée. L'administration peut y participer et compléter l'ordre du jour;

4° un procès-verbal qui mentionne les décisions prises est rédigé et transmis à l'administration.

**Art. 26.** En application de l'article 39 du décret, le temps de travail subventionné de coordination générale et de fonction administrative est lié au temps de travail subventionné de la fonction sociale. Il progresse de la manière suivante :

1° au moins 2 ETP de fonction sociale dont 0.25 ETP de coordination générale et 0.50 ETP de fonction administrative;

2° au moins 3 ETP de fonction sociale dont 0.50 ETP de coordination générale et 0.50 ETP de fonction administrative;

3° au moins 4 ETP de fonction sociale dont 0.75 ETP de coordination générale et 0.50 ETP de fonction administrative;

4° au moins 5 ETP de fonction sociale dont 1 ETP de coordination générale et 0.75 ETP de fonction administrative;

5° au moins 6 ETP de fonction sociale dont 1 ETP de coordination générale et 1 ETP de fonction administrative.

**Art. 27.** En application de l'article 100 du décret, la permanence d'accueil est assurée au minimum 20 heures par semaine, réparties dans l'ensemble de ses sièges d'activités, le cas échéant. Cette permanence est assurée au moins quarante-six semaines par an.

**Art. 28.** En application de l'article 118 du décret, le montant de la subvention relative aux frais de fonctionnement du centre d'action sociale globale est calculé en fonction du cadre agréé et est limité comme suit :

1° 14.000 euros à partir de 2,50 ETP;

2° 15.850 euros à partir de 3,50 ETP;

3° 17.700 euros à partir de 4,50 ETP;

4° 19.450 euros à partir de 5,50 ETP;

5° 21.450 euros à partir de 7,00 ETP.

**Art. 29.** En application de l'article 128 du décret, les montants relatifs aux frais de collaboration entre les centres d'action sociale globale sont limités à 250 euros par centre et par an.

## Sous-section IV. — Normes et dispositions relatives aux centres de planning familial

**Art. 30.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe minimale visée à l'article 41 du décret dispose, au moins, de 0.16 ETP psychologue, de 0.16 ETP assistant social, de 0.16 ETP juriste et de 0.16 ETP médecin.

**Art. 31.** En application de l'article 100 du décret :

§ 1<sup>er</sup>. La permanence d'accueil est assurée pendant toutes les heures d'ouverture du centre de planning familial par des membres de l'équipe.

Les personnes subventionnées qui assurent l'accueil et qui ne possèdent pas une des qualifications requises lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent conserver leur emploi

§ 2. Le centre de planning familial organise au moins 19 heures par semaine de permanence d'accueil pendant lesquelles les consultations doivent avoir lieu. Il est accessible en dehors de ces heures, 3 heures par semaine au minimum, à répartir après 17 heures ou le samedi.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 118 du décret, la subvention relative aux frais de fonctionnement est fixée à 5.140 euros par travailleur ETP subventionné. Toutefois un montant minimum annuel de 24.230 euros est garanti à chaque centre de planning familial.

§ 2. Tous les cinq ans une intervention pour les frais d'informatisation est octroyée à chaque centre de planning familial pour couvrir les frais d'achat du matériel informatique à concurrence d'un montant maximum de 3.850 euros.

**Art. 33.** Une subvention de 21 euros par heure est octroyée pour les heures de consultation autres que de consultation médicale, ainsi que pour les heures de réunion, d'accueil et de prévention prestées par les membres de l'équipe du centre de planning familial qui travaillent sous le statut d'indépendant.

**Art. 34.** A l'exception de la fonction médicale et juridique, toutes les fonctions doivent être exercées sous le statut salarié. Le membre compétent du Collège peut accorder une dérogation moyennant une demande motivée introduite auprès de l'administration. Les membres des équipes sous statut indépendant actuellement admis dans l'équipe agréée peuvent garder leur statut.

## Sous-section V. — Normes et dispositions relatives aux maisons médicales

**Art. 35.** En application de l'article 100 du décret, la maison médicale est ouverte au minimum 38 heures par semaine pendant lesquelles la permanence d'accueil est organisée. Ces 38 heures peuvent être réparties sur 5 ou 6 jours ouvrables.

**Art. 36.** En application de l'article 118 du décret, le montant de la subvention relative aux frais de fonctionnement est fixé à 9.640 euros.

## Sous-section VI. — Normes et dispositions relatives aux services de médiation de dettes

**Art. 37.** En application de l'article 109 du décret, il ne peut être dérogé aux qualifications et aux formations spécialisées exigées pour l'équipe minimale visée à l'article 47 du décret.

**Art. 38.** Dans les services, les frais maximum de la médiation visés à l'article 99, § 1<sup>er</sup>, du décret sont fixés comme suit :

1° établissement initial du bilan financier global du demandeur : 9 euros;

2° négociation d'un plan d'apurement avec les créanciers : 16 euros;

3° préparation des conclusions en vue d'une comparution en justice : 42 euros.

## Sous-section VII. — Normes et dispositions relatives aux services d'aide aux justiciables

**Art. 39.** En application de l'article 99, § 2, du décret, une intervention financière ne peut être demandée au bénéficiaire que si elle est indispensable à une relation thérapeutique. Cette intervention financière ne peut être supérieure à 17 euros par consultation, indexés suivant les modalités prévues à l'article 12 de l'arrêté.

**Art. 40.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe minimale visée à l'article 50 du décret dispose au minimum d'un mi-temps psychologue et d'un mi-temps assistant social. Cette équipe peut être étendue aux fonctions complémentaires universitaires et non universitaires telles que reprises à l'annexe III NM de l'arrêté NM.

**Art. 41.** En application de l'article 118 du décret, les subventions octroyées pour frais de fonctionnement sont de 13.300 euros pour l'équipe visée à l'article 50 du décret et 1.140 euros par ETP de personnel agréé et subventionné au-delà des 1,5 ETP de base.

## Sous-section VIII. — Normes et dispositions relatives aux "Espaces-Rencontres"

**Art. 42.** En application de l'article 109 du décret, l'équipe minimale visée à l'article 51 du décret dispose, au moins, de 0.50 ETP psychologue ou master en sciences de la famille et de la sexualité.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 100 du décret, le service "Espaces-Rencontres" est accessible pour l'entretien préparatoire au processus de rencontre, à l'accueil, à l'accompagnement et au suivi des enfants et des parents, au moins 20 heures par semaine en dehors des plages horaires des rencontres et au moins quarante-six semaines par an. Le service "Espaces-Rencontres" tend à étendre les rencontres à tous les mercredis après-midi et samedis de manière à remplir les missions prévues à l'article 21 du décret.

§ 2. Le service "Espaces-Rencontres" qui dispose d'un cadre de personnel subventionné de 2,5 ETP organise au moins 24 heures de rencontres par mois à répartir en dehors des heures scolaires, majoritairement les mercredis après-midi et samedis.

§ 3. Au moins trois intervenants doivent être présents lors des rencontres.

**Art. 44.** En application de l'article 105 du décret, le service "Espaces-Rencontres" tient un registre des visites. Le registre est signé une fois par semaine par le coordinateur général.

**Art. 45.** Le personnel de l'équipe de base, détenteur d'une qualification autre que celle de psychologue ou d'assistant psychologue et qui exerce les missions visées à l'article 21 du décret, suit une formation liée aux missions visées par le décret ou font l'objet d'une intervision, avec un minimum de trente heures dans la première année de son engagement.

Le service "Espaces-Rencontres" organise la formation continue, la supervision ou l'intervention de l'ensemble de son personnel affecté aux missions visées à l'article 21 du décret.

**Art. 46.** Dans le cadre de l'organisation du travail d'équipe, le coordinateur général tient, au moins deux fois par mois, une réunion de concertation rassemblant les membres du personnel qui remplissent les missions visées par le décret.

**Art. 47.** Le supplément de salaire octroyé pour les prestations effectuées par le personnel encadrant les rencontres le samedi conformément à l'annexe V de l'arrêté NM, 11, a), 1°, est applicable au service ambulatoire "Espaces-Rencontres".

**Art. 48.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 118 du décret, le montant des subventions pour frais de fonctionnement comprend :

- 1° un forfait de 12.450 euros pour l'équipe subventionnée de base;
- 2° un montant de 1.040 euros par ETP supplémentaire;
- 3° une partie variable, plafonnée à 12.450 euros pour les frais réels de loyer ou du remboursement d'emprunt à charge du service "Espaces-Rencontres".

§ 2. Les frais de formation liés aux missions visées à l'article 21 du décret et suivies par les membres de l'équipe non subventionnés ou volontaires sont admissibles en tant que frais de fonctionnement.

Sous-section IX. — Normes et dispositions relatives aux centres de coordination de soins et de services à domicile

**Art. 49.** En application de l'article 54 du décret, les dossiers entrant en compte pour la détermination de la catégorie sont :

- 1° la moyenne annuelle du nombre de bénéficiaires pour lesquels un plan de soutien a été établi;
- 2° le pourcentage de prestations effectuées en dehors des heures et jours ouvrables (par type de prestations);
- 3° le choix des menus et la possibilité de menus adaptés;
- 4° l'utilisation d'un questionnaire à usage du bénéficiaire ou de son entourage sur les soins et services prestés. Ce questionnaire est joint au dossier individuel du bénéficiaire après trois mois de prise en charge ou à la fin de celle-ci si la période de prise en charge est plus courte.

	catégorie 1	catégorie 2	catégorie 3
moyenne annuelle du nombre de bénéficiaires d'un plan de soutien	80	160	240
pourcentage de prestations en dehors des heures ouvrables, par service infirmières : aides familiales et repas	3 %	6 %	9 %
choix des menus et régimes spéciaux	facultatif	facultatif	obligatoire
utilisation du questionnaire	obligatoire	obligatoire	obligatoire

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 54, 3° a 2) du décret, le Centre de coordination de soins et de services à domicile conclut avec les prestataires de soins ou de services ou les prestataires regroupés au sein de groupement de prestataires des conventions de collaboration.

§ 2. Pour être prises en considération, celles-ci répondent aux conditions prévues ci-après :

1° Les conventions conclues avec les prestataires mentionnent leurs noms, adresses et qualifications. Elles comportent l'engagement du prestataire à prendre en charge les demandes du Centre de coordination de soins et de services à domicile sans discrimination aucune, les jours et plages horaires pendant lesquels le prestataire est habituellement disponible et les agréments éventuels des groupements de prestataires;

2° Les conventions prévoient la communication réciproque des informations nécessaires à la continuité de la prise en charge du bénéficiaire, ainsi que les modalités de cette communication. A la demande du bénéficiaire, ces informations doivent également être mises à la disposition du médecin et de tout autre prestataire choisi librement par celui-ci.

La communication réciproque des informations s'effectue par les moyens suivants :

- a) par tout moyen de télécommunications;
- b) par les réunions organisées par le centre en vertu de l'article 57 du décret;
- c) par l'utilisation de la fiche de liaison visée à l'article 56, 2° du décret.

**Art. 51.** En application de l'article 55, § 2, du décret, le centre de coordination de soins et de services à domicile :

1° de catégorie 1 dispose de 2 ETP coordinateur. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP;

2° de catégorie 2 dispose de 3 ETP coordinateur et d'1 ETP administratif ainsi que 0.5 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP;

3° de catégorie 3 dispose de 4 ETP coordinateur de jour et de 4 ETP coordinateur de nuit et d'1 ETP administratif ainsi que d'1 ETP de personnel de direction. La durée du temps de travail prise en compte pour le calcul de la subvention ne peut-être inférieure à 0.5 ETP.

**Art. 52.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 56 du décret, le dossier de coordination est composé du dossier individuel prévu à l'article 101 du décret.

§ 2. Le dossier de coordination comprend notamment une analyse des besoins du bénéficiaire en matière de soins et services, complété par les caractéristiques du logement et par le plan de soutien mis en place par le centre de coordination de soins et de services à domicile, en concertation avec les prestataires.

§ 3. La fiche de liaison contient au minimum les éléments suivants :

- 1° un document reprenant les prestations de soins infirmiers;
- 2° un document reprenant les prestations de kinésithérapie;
- 3° un document reprenant les prestations des aides familiales, seniors et ménagères;
- 4° un document reprenant les autres prestations;
- 5° un document destiné à la transmission de messages entre prestataires.

**Art. 53.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 57 du décret, le centre de coordination de soins et de services à domicile organise les réunions nécessaires à l'exécution du plan de soutien. Le médecin traitant est invité à ces réunions.

§ 2. Les prestataires signent un registre de présence. Ce registre contient un procès-verbal succinct de la réunion.

**Art. 54.** En application de l'article 100 du décret, le système de garde répond aux conditions suivantes :

1° Etre assuré par une personne disposant des informations requises lui permettant d'apporter une réponse adaptée à la demande du bénéficiaire;

2° Lorsque le Centre de coordination de soins et de services à domicile n'assure pas lui-même la totalité de la garde, il conclut une convention avec le service assurant pour lui ses obligations et précisant la manière dont elles seront rencontrées.

**Art. 55.** En application de l'article 118 du décret, le montant forfaitaire annuel total pour frais de fonctionnement, qui peut être justifié en totalité par des frais de fonctionnement, est fixé comme suit :

- 1° 17.700 euros pour un centre de catégorie 1;
- 2° 35.400 euros pour un centre de catégorie 2;
- 3° 66.650 euros pour un centre de catégorie 3.

**Art. 56.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 129 du décret, l'indemnité forfaitaire par prestataire et par réunion visée à l'article 57 du décret est fixée à 15 euros.

Le montant maximal annuel de ces indemnités est fixé à :

- 1° 2.950 euros pour un service de catégorie 1;
- 2° 5.900 euros pour un service de catégorie 2;
- 3° 8.850 euros pour un service de catégorie 3.

Ce montant est inclus dans le montant forfaitaire total fixé à l'article 55 de l'arrêté.

§ 2. L'indemnité de garde à domicile du personnel infirmier du service de catégorie 3 est fixée à 26 euros par nuit ou par jour férié au cours duquel le prestataire est callable. Cette indemnité ne couvre pas les prestations effectuées pendant ces périodes et sont incluses dans le montant forfaitaire total fixé à l'article 55 de l'arrêté.

Sous-section X. — Normes et dispositions relatives aux services de soins palliatifs et continués

**Art. 57.** En application de l'article 115 du décret, l'équipe agréée et subventionnée est composée comme suit :

- 1° pour la catégorie 1 : 0,25 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- 2° pour la catégorie 2 : 0,75 ETP universitaire et 0,5 ETP secrétaire;
- 3° pour la catégorie 3 : 0,5 ETP universitaire et 1 ETP gradué;
- 4° pour la catégorie 4 : 1,5 ETP gradué et 0,5 ETP secrétaire;
- 5° pour la catégorie 5 : 0,75 ETP universitaire, 3,5 ETP gradué et 1 ETP secrétaire.

**Art. 58.** Dans les services de soins palliatifs et continués qui remplissent les missions prévues à l'article 26,1° du décret, un infirmier intervient vingt-quatre heures sur vingt-quatre en cas d'urgence.

**Art. 59.** En application de l'article 118 du décret, le montant de base de la subvention relative aux frais de fonctionnement du service est de 11.910 euros minimum auxquels s'ajoutent 8.960 euros par mission supplémentaire. Une partie des frais de fonctionnement peut être affectée aux frais de garde.

Sous-section XI. — Normes et dispositions relatives aux services d'aide à domicile

**Art. 60.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 61 du décret, les statuts des aides familiaux, seniors et ménagers sont adoptés par arrêté du Collège.

§ 2. Les aides familiaux et seniors travaillent sous le régime employé. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les aides ménagers travaillent sous le régime ouvrier pendant leurs deux premières années de service dans un service d'aide à domicile agréé par la Commission communautaire française et sous le régime employé dès le début de leur troisième année de service.

**Art. 61.** En application de l'article 130 du décret, les modalités concernant l'organisation du service d'aide à domicile en équipe sont fixées de la manière suivante :

1° Par tranche de 5 ETP aides, les services d'aide à domicile doivent occuper au moins 0,25 ETP de personnel assistant social ou assimilé, responsable d'équipe. Celui-ci remplit, outre les missions visées au 2° de l'article 130 du décret, les missions du coordinateur général telles que définies à l'article 111 du décret, lorsque le service d'aide à domicile ne répond pas à la condition nécessaire pour la désignation d'un responsable de service;

2° Le responsable d'équipe assure l'encadrement des bénéficiaires en accomplissant les tâches suivantes :

a) Il réalise l'enquête sociale à domicile. Les rapports d'enquêtes sociales concernant les bénéficiaires doivent avoir lieu chaque fois que la situation du bénéficiaire le nécessite et au moins une fois par an;

b) Il assure la responsabilité de l'octroi, de l'interruption ou du refus de l'aide.

En cas d'octroi, il élabore un projet d'intervention, assure le suivi social du bénéficiaire et rédige un rapport social pour chaque personne aidée. En cas d'interruption ou du refus de l'aide, il rédige un rapport motivé qu'il joint au dossier du bénéficiaire;

c) Il informe, dans le respect de la déontologie, les membres proches de la famille du bénéficiaire, le médecin traitant, la personne de confiance ou le centre de coordination qui en a la charge, de toute évolution de l'état de santé physique ou psychique ou de tout fait qui risque de mettre le bénéficiaire ou autrui en situation de danger;

d) Il organise, en collaboration avec les aides familiaux et seniors, les démarches administratives nécessaires au rétablissement des droits du bénéficiaire;

e) Il participe aux réunions de coordination externe rassemblant un ou plusieurs intervenants extérieurs au service et un ou plusieurs aides. Ces réunions ont pour objet d'évaluer la situation des bénéficiaires. Elles ne peuvent excéder, en moyenne, vingt heures par an et par aide.

3°. L'encadrement des aides par le responsable d'équipe comprend notamment :

a) la réalisation des horaires hebdomadaires;

b) le suivi journalier des horaires ainsi que le contrôle des documents imposés par l'administration;

c) l'organisation et l'animation de réunions hebdomadaires de coordination interne de l'équipe dont la durée ne peut être inférieure à une heure, pour chaque aide, par semaine, et ne peut excéder une moyenne de deux heures par aide et par semaine sauf dérogation accordée par l'administration.

4° Le responsable d'équipe est au moins titulaire d'un diplôme de bachelier professionnalisant à orientation psycho-médico-sociale;

5° Les rapports d'enquêtes sociales annuelles concernant les bénéficiaires doivent être conformes au modèle fixé par l'Administration;

6° a) Dans les services d'aide à domicile de plus de 20 ETP aides, le service désigne un responsable de service qui coordonne les équipes en collaboration avec les responsables d'équipes;

b) Dans les services d'aide à domicile qui emploient plus de 20 aides à TP et moins de cent aides à temps plein, le responsable de service peut, également, exercer les fonctions d'un responsable d'équipe. Le responsable de service assure les missions du coordinateur général;

c) Dans les services d'aide à domicile de plus de 100 aides ETP, le service d'aide à domicile désigne un directeur qui assure la fonction de coordinateur général et coordonne les responsables de services et équipes.

7° Le responsable de service est au moins titulaire d'un master ou d'un bachelier professionnalisant de type juridique, social, médical ou paramédical;

8° La coordination et la transmission des informations nécessaires à la bonne gestion des équipes nécessitent, de la part des responsables d'équipe, qu'ils communiquent au responsable de service tout fait susceptible de réorienter l'organisation de l'aide notamment :

a) en cas de préavis, de congé de maternité ou d'accident de travail ainsi que les autres circonstances susceptibles d'entraver le bon déroulement de l'aide à apporter au bénéficiaire;

b) de tout changement survenu chez un bénéficiaire, tel que son hospitalisation ou son décès.

9° a) Pour les services d'aide à domicile de moins de cent aides ETP, le service d'aide à domicile est tenu de prévoir un encadrement supplémentaire lorsque le nombre d'aides, en activité, dépasse de 5 un multiple de 20, et ce, pendant une période de deux trimestres consécutifs;

b) Pour les services d'aide à domicile de plus de cent aides ETP, le service d'aide à domicile est tenu de prévoir un encadrement supplémentaire lorsque le nombre total d'aides, en activité, dépasse de 10 % la norme visée à l'article 130 du décret;

c) Ne sont pas compris dans le personnel en activité, les aides en pause carrière, en congé de maladie de longue durée, en congé d'écartement ou en congé sans solde.

**Art. 62.** § 1<sup>er</sup>. Le temps de travail pris en considération pour le calcul de la rémunération des aides est fixé à trente-huit heures par semaine. Ce personnel bénéficie d'un crédit-congé équivalent à deux heures par semaine en raison de la pénibilité du travail.

§ 2. La durée du temps de travail prise en considération pour le calcul des subventions pour rémunération des travailleurs âgés de 55 ans et plus est réduite à trente-deux heures par semaine pour un temps plein en ce compris le crédit congé visé au § 1<sup>er</sup>.

Cette durée du temps de travail des travailleurs âgés de 50 à 54 ans est réduite à trente-quatre heures par semaine pour un temps plein en ce compris le crédit congé visé au § 1<sup>er</sup>.

Cette durée du temps de travail des travailleurs âgés de 45 à 49 ans autres que les aides, est réduite à trente-six heures par semaine pour un temps plein.

§ 3. Les travailleurs visés au § 2 qui travaillent à temps partiel bénéficient des mesures visées au § 2 au prorata de leurs prestations.

**Art. 63.** En application de l'article 99 du décret, la contribution horaire du bénéficiaire est fixée conformément au barème en vigueur. Le tableau des barèmes des bénéficiaires est adopté par le Collège et adapté à l'index par circulaire administrative. Pour l'application du barème, il est tenu compte :

1° du code attribué au bénéficiaire suivant le nombre de personnes composant le ménage.

Ce code est déterminé de la façon suivante :

a) code 1 : une personne isolée;

b) code 2 : un ménage ou une personne reconnue handicapée à plus de 66 %;

c) code 3 : une personne reconnue handicapée avec un ou plusieurs enfants à charge.

Le code est augmenté d'une unité pour chaque personne à charge faisant partie du ménage.

On entend par personne à charge :

a) tous les autres membres du ménage qui n'ont pas de ressources propres;

b) l'enfant à naître dans le courant du trimestre;

c) les personnes handicapées de moins de 25 ans et n'ayant pas de ressources propres peuvent être comptées pour 2 personnes à charges.

Le code est augmenté d'une unité pour chaque personne vivant sous le même toit et ayant une vie commune mais qui ne possède pas de ressources propres.

2° des revenus du ménage suivant les dispositions fixées aux articles 66 à 69 de l'arrêté.

**Art. 64.** § 1<sup>er</sup>. Les revenus du ménage pris en considération pour l'application du barème sont tous les revenus nets imposables de chaque personne composant le ménage sous réserve des dispositions énoncées aux paragraphes 2 et 3 du présent article.

Il est notamment tenu compte de l'intégralité des pensions alimentaires perçues.

§ 2. Les revenus suivants ne sont pris en considération qu'à concurrence de 60 % de leur montant :

1° les rentes viagères résultant de vente immobilière;

2° les loyers des immeubles et des terrains.

Ces revenus sont pris en considération sur base mensuelle.

§ 3 Les revenus suivants ne sont pas pris en considération :

1° les allocations familiales et de naissance;

2° les allocations d'étude;

3° l'allocation pour tierce personne, l'allocation d'intégration et l'allocation d'aide aux personnes âgées;

4° le revenu cadastral de l'immeuble occupé par son propriétaire;

5° les pensions civiles et militaires de réparation pour faits de guerre, les chevrons de front;

6° les pensions alimentaires perçues pour les enfants.

**Art. 65.** § 1<sup>er</sup>. Pour une aide fournie à une personne âgée vivant au domicile d'un ou de plusieurs de ses enfants, la totalité des revenus de la personne âgée et 1/3 des revenus des autres personnes composant le ménage sont pris en considération.

§ 2. Pour une aide fournie à une personne handicapée de plus de 25 ans bénéficiant d'allocations spéciales ou ordinaires vivant au domicile de ses parents ou de l'un d'eux, la totalité des revenus de la personne handicapée et 1/3 des revenus des autres personnes composant le ménage sont pris en considération.

§ 3. Pour une aide fournie à un ou des parents vivant avec un ou plusieurs de leurs enfants qui ont des ressources propres, la totalité des revenus du ou des parents et 1/3 des revenus des autres personnes composant le ménage sont pris en considération.

§ 4. Pour une aide individuelle apportée à une personne ou à un couple vivant dans une maison communautaire ou un habitat accompagné agréés, seuls les revenus de la personne ou du couple sont pris en considération.

§ 5. Pour une aide apportée à l'ensemble des personnes vivant dans une maison communautaire ou un habitat accompagné agréés, la moyenne des revenus des habitants de ce logement est prise en considération.

**Art. 66.** § 1<sup>er</sup>. Les charges suivantes, supportées par la ou les personnes dont on a pris les revenus en considération, sont déduites des revenus calculés conformément à l'article 63 de l'arrêté :

1° l'impôt des personnes physiques;

2° les cotisations de sécurité sociale des indépendants;

3° les pensions alimentaires payées au prorata de ce qui n'a pas été déduit pour le calcul du revenu net imposable;

4° les frais relatifs à l'état de santé ou au handicap.

§ 2. Les charges ci-après sont déduites de l'ensemble des revenus :

1° 50 % du loyer et des charges locatives;

2° 50 % du remboursement de l'emprunt hypothécaire.

**Art. 67.** Les réductions visées à l'article 66, § 1<sup>er</sup> et § 2, de l'arrêté sont cumulables.

**Art. 68.** Le responsable d'équipe peut demander, par un rapport social dûment motivé et transmis à l'Administration, qu'il soit dérogé aux dispositions prévues aux articles 64 à 67 de l'arrêté. Le membre compétent du Collège accorde, modifie ou refuse la dérogation. Cette décision est communiquée au service dans les trente jours suivant l'introduction de la demande. En l'absence de réponse dans le délai imparti, la dérogation est considérée comme accordée.

**Art. 69.** La contribution horaire du bénéficiaire, éventuellement majorée des subventions octroyées et des suppléments de subventions sur une base horaire fixée par le Collège en vertu de l'article 73, 1° de l'arrêté est due à concurrence d'une heure de prestation, par le bénéficiaire absent lorsque l'aide se présente chez lui aux heures convenues et qu'il n'a pas prévenu le service d'aide à domicile de son absence au moins quarante-huit heures à l'avance, sauf circonstances exceptionnelles.

**Art. 70.** Le montant dû par le bénéficiaire au service d'aide à domicile est égal au montant de sa contribution horaire multiplié par le nombre d'heures de prestation effectuées.

La durée de prestation est majorée du temps de déplacement des aides fixé forfaitairement à un quart d'heure par prestation.

**Art. 71.** L'aide fournie à un bénéficiaire le samedi, le dimanche, un jour férié légal ou avant 7 heures et le soir après 18 heures peut donner lieu à une majoration de 20 % de sa contribution horaire.

**Art. 72.** Les articles 63 à 71 de l'arrêté ne s'appliquent pas à la distribution de repas organisée par les services d'aide à domicile.

**Art. 73.** En application de l'article 133 du décret, les modalités d'octroi des subventions aux services d'aide à domicile sont les suivantes :

1° La subvention relative aux activités des aides familiaux et seniors comporte :

a) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides familiaux et seniors. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.

Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;

b) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;

- c) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;
- d) un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe;
- e) un montant forfaitaire pour un ETP à titre d'intervention dans les charges salariales pour le personnel de direction lorsque le service comporte plus de 100 ETP.

2° Un montant forfaitaire supplémentaire par prestation d'aide familial ou senior est octroyé à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe pour les prestations effectuées le samedi, le dimanche, les jours fériés légaux et pour toute prestation avant 7 heures et le soir après 18 heures pour autant que ces heures représentent au moins 4 % du volume total d'heures prestées à domicile;

3° La subvention relative aux activités des aides ménagers comporte :

a) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales des aides ménagers. La contribution du bénéficiaire est déduite de ce montant.

Pour la distribution des repas à domicile, un seul montant de 1,24 euros par heure prestée est déduit du montant forfaitaire. La distribution de repas ne peut excéder 4 heures par jour;

b) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les charges salariales du personnel administratif;

c) un montant forfaitaire par heure prestée à titre d'intervention dans les frais de fonctionnement;

d) un montant forfaitaire par prestation à titre d'intervention dans les charges salariales du responsable de service (ou du coordinateur général) et des responsables d'équipe.

4° Les subventions pour les heures prestées par les aides familiaux, seniors et ménagers le dimanche, les jours fériés légaux ou le matin avant 7 heures et le soir après 18 heures sont majorées d'un supplément horaire de 50 %, les subventions pour les heures prestées le samedi sont majorées d'un supplément horaire de 35 %. Pour les aides ménagers, ces subventions ne sont octroyées que pour la distribution de repas à domicile;

5° La durée de déplacement est prise en considération dans le calcul des subventions à raison d'un quart d'heure par prestation.

Lorsqu'une aide intensive est accordée, la subvention, par prestation, prévue pour couvrir la rémunération du responsable de service et des responsables d'équipe est multipliée par deux pour une prestation de 6 heures et par trois pour une prestation de 8 heures;

6° Les montants forfaitaires mentionnés aux points 1 à 4 sont ceux fixés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté NM;

7° L'indexation des montants forfaitaires est effectuée de la manière suivante :

Chaque fois que la moyenne des indices quadrimestriels des prix à la consommation de deux mois consécutifs atteint l'un des indices pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants forfaitaires sont calculés en les affectant d'un coefficient 1,02n représentant le rang de l'indice de pivot atteint. Les montants sont toujours adaptés au début d'un trimestre.

**Art. 74.** La subvention relative aux prestations des aides familiaux et seniors est plafonnée à 4/5 du nombre maximum d'heures de prestations subventionnées fixé annuellement par le Collège de la Commission communautaire française. Elle est plafonnée à 2/5 de ces heures pour les aides ménagers.

**Art. 75.** § 1<sup>er</sup>. Les heures de réunions syndicales prestées par les aides peuvent être assimilées à des heures de prestations à concurrence de :

1° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Conseil d'Entreprise;

2° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions du Comité de Prévention et de Protection du Travail - CPPT;

3° quatre heures par mois et par délégué destinées aux réunions de la délégation syndicale.

Le service d'aide à domicile est tenu de transmettre trimestriellement à l'administration le nombre d'heures prestées par les délégués effectifs ou suppléants (aide familial - senior - ménager) pour chaque type de réunion.

Ce document devra être signé par la personne habilitée à représenter l'employeur auprès des instances précitées, avec la mention "certifié sincère et exact".

Les heures de réunions syndicales d'un membre suppléant ne sont prises en considération que dans la mesure où il siège en remplacement d'un membre effectif.

§ 2. Les heures destinées aux examens médicaux effectués conformément à la Loi sur le bien-être au travail peuvent être assimilées à des heures de prestation.

Le service d'aide à domicile est tenu de transmettre trimestriellement à l'administration un relevé de ces heures par aide.

§ 3. Les réunions de coordination interne ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de deux heures par aide et par semaine.

§ 4. Les réunions de coordination externe ne sont prises en considération pour le calcul de la subvention qu'à concurrence d'une moyenne de vingt heures par an et par aide.

**Art. 76.** En application de l'article 131 du décret, le minimum d'heures de formation continuée du personnel du service d'aide à domicile est fixé à vingt heures par an et par aide. Un maximum de trente heures de formation par an et par aide est subventionné.

Par dérogation à l'article 89 de l'arrêté NM, le 1 % affecté à la formation continuée des aides est intégré dans les forfaits horaires fixés à l'annexe I<sup>er</sup> de l'arrêté NM.

**Art. 77.** En application de l'article 132 du décret, le membre du Collège délivre le certificat d'immatriculation visé à l'article précité sur production d'un des certificats, attestations ou diplômes suivants :

1° l'attestation de capacité d'un centre de formation d'aides familiaux agréé établissant que l'intéressé a suivi avec fruit un cycle complet de formation;

2° un certificat d'immatriculation ou un titre équivalent;

3° une attestation de capacité d'aide familial ou senior datant d'avant le 1<sup>er</sup> juillet 1990;

- 4° un certificat de l'enseignement technique secondaire supérieur section "aspirant en nursing";
- 5° un certificat de l'enseignement technique secondaire supérieur section "éducateur en gérontologie";
- 6° un certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale d'auxiliaire polyvalent des services à domicile et en collectivités;
- 7° un certificat de qualification de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale, section "aide familial";
- 8° un certificat de qualification de 6<sup>e</sup> année de l'enseignement professionnel section "auxiliaire familial et sanitaire";
- 9° un certificat de qualification de 7<sup>e</sup> année de l'enseignement professionnel subdivision "puériculture";
- 10° un certificat d'enregistrement délivré par l'Institut national d'assurance maladie invalidité - I.N.A.M.I. - pour le personnel aide soignant;
- 11° un diplôme, une attestation ou un certificat étranger jugé équivalent par le membre du Collège.

Sous-section XII. — Normes et dispositions relatives aux centres d'accueil téléphonique.

**Art. 78.** En application de l'article 138 du décret, les frais de fonctionnement, d'équipement, de formation, de recrutement des bénévoles et de promotion du centre d'accueil téléphonique s'élèvent à :

- 1° 29.510 euros pour le centre qui occupe plus de 60 collaborateurs bénévoles;
- 2° 13.310 euros pour le centre qui en occupe entre 40 et 60;
- 3° 7.400 euros pour le centre qui en occupe moins de 40.

**Art. 79.** En application de l'article 138, les montants visés à l'article 78 de l'arrêté peuvent être augmentés sur base :

- 1° du nombre d'appels téléphoniques :
  - a) de 15 000 à 25 000 appels : 73.750 euros;
  - b) de 25 000 à 40 000 appels : 103.250 euros;
  - c) plus de 40 000 appels : 147.500 euros.
- 2° du nombre de collaborateurs bénévoles :
  - a) de 60 à 80 collaborateurs bénévoles : 29.500 euros;
  - b) plus de 80 collaborateurs bénévoles : 56.150 euros.

### **TITRE III. — Les organismes de coordination et les organismes représentatifs et de coordination et l'organisme intersectoriel de coordination**

#### *CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Procédure d'agrément*

**Art. 80.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 147, § 1<sup>er</sup>, du décret, l'organisme qui coordonne ou représente s'il échoit, des services agréés dans le domaine de Santé introduit une demande d'agrément, par simple courrier, auprès du membre compétent du Collège.

§ 2. L'organisme qui coordonne ou représente des services agréés dans le domaine de l'Action sociale et de la famille introduit une demande d'agrément, par simple courrier, auprès du membre compétent du Collège.

§ 3. L'organisme intersectoriel de coordination introduit simultanément une demande d'agrément par simple courrier auprès des membres compétents du Collège visés ci-dessus.

**Art. 81.** Le membre du Collège instruit la demande d'agrément et les procédures d'octroi, de refus, de modification, de retrait d'agrément ou de modification contrainte d'agrément et de fermeture volontaire conformément aux articles 148 à 162 du décret.

**Art. 82.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'art 144 du décret, l'organisme intersectoriel de coordination dont tous les services ambulatoires agréés peuvent être membres de droit à condition qu'ils en fassent la demande, rassemble et soutient au moins 50 % des services ambulatoires agréés et au moins 9 secteurs tels que définis à l'art 2, 5° du décret.

§ 2. L'organisme intersectoriel de coordination développe une coordination avec les secteurs de l'aide aux personnes handicapées, de la cohésion sociale et de l'insertion socioprofessionnelle.

§ 3. Il peut en outre développer des coordinations avec tout autre secteur concerné par la population bruxelloise.

#### *CHAPITRE II. — Normes et dispositions relatives aux subventions*

**Art. 83.** Le rapport visé à l'article 163, § 1<sup>er</sup>, du décret est transmis par l'organisme représentatif pour la première fois trois ans après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le rapport visé au § 2 du même article est transmis dans un délai de six mois après le rapport visé au 1<sup>er</sup> alinéa.

**Art. 84.** Les montants figurant à l'article 86 sont indexés selon la formule prévue à l'article 12 de l'arrêté. Les montants minimums visés à l'article 164 du décret sont indexés selon la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice santé de décembre de l'année précédente}}{\text{Indice santé de décembre 2007}}$$

**Art. 85.** Les pièces justificatives visées à l'article 165, § 2, du décret sont conformes au modèle fourni par l'administration et doivent comporter au minimum :

- 1° le compte individuel de chaque membre de l'équipe;
- 2° l'attestation prouvant le paiement des cotisations O.N.S.S.;
- 3° l'attestation prouvant le paiement du précompte professionnel;
- 4° la preuve du paiement des honoraires aux indépendants;
- 5° une copie du compte de recettes et dépenses et du bilan approuvés par l'assemblée générale;
- 6° s'il échoit, la preuve du dépôt des comptes et bilan au greffe du Tribunal de commerce;
- 7° le rapport d'activités approuvé par l'assemblée générale.

**Art. 86.** En application de l'article 164 du décret, le Collège accorde aux organismes agréés une subvention forfaitaire fixée de la manière suivante :

- 1° pour l'organisme de coordination des services de santé mentale, une subvention de 236.700 euros;
- 2° pour l'organisme de coordination des services actifs en matière de toxicomanies, une subvention de 128.900 euros;
- 3° pour l'organisme de coordination des maisons médicales, une subvention de 91.420 euros.

#### TITRE IV. — Démarche d'évaluation qualitative

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Art. 87.** La démarche d'évaluation qualitative menée par chaque service ambulatoire ou organisme porte sur un à trois thèmes de travail choisis parmi une liste de dix thèmes arrêtés par les membres compétents du Collège.

##### CHAPITRE II. — Sélection des thèmes de travail de la démarche d'évaluation qualitative

**Art. 88.** Dans le mois qui suit l'entrée en vigueur du présent arrêté et, ensuite, tous les trois ans, les membres compétents du Collège demandent aux services ambulatoires et aux organismes de leur faire parvenir, dans un délai de deux mois, un maximum de dix propositions de thèmes de travail relatifs à la démarche d'évaluation qualitative propres à leurs secteurs et en lien avec les missions de ces secteurs. Les propositions de thèmes de travail font l'objet d'une explication succincte.

**Art. 89.** § 1<sup>er</sup>. A l'expiration du délai d'envoi des propositions de thèmes de travail par les services ambulatoires et organismes, les membres compétents du Collège saisissent le Conseil consultatif afin qu'il établisse une proposition de sélection de dix thèmes de travail par secteur.

§ 2. En application de l'article 171, § 2, du décret, dans un délai d'un mois à dater de sa saisine, le Conseil consultatif motive et transmet sa proposition aux membres compétents du Collège.

§ 3. En application de l'article 171, § 3, du décret, sur la base de l'avis du Conseil consultatif, les membres compétents du Collège arrêtent la liste de dix thèmes de travail par secteur et les transmettent aux services ambulatoires et organismes ainsi qu'à l'assemblée de la Commission communautaire française.

##### CHAPITRE III. — Elaboration des projets relatifs à la démarche d'évaluation qualitative

**Art. 90.** Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, les services ambulatoires et organismes entament la démarche d'évaluation qualitative.

**Art. 91.** Au plus tard cinq mois avant la date de dépôt du projet visé à l'article 172 du décret, la cellule d'accompagnement de la démarche d'évaluation qualitative rencontre le service ambulatoire ou l'organisme afin de l'informer de l'accompagnement qu'elle propose. S'il le souhaite, le service ambulatoire ou l'organisme recourt à l'accompagnement proposé. Dans ce cas, la cellule d'accompagnement de la démarche d'évaluation qualitative et le service ambulatoire ou l'organisme conviennent des modalités de l'accompagnement, éventuellement par écrit si le service ambulatoire ou l'organisme le souhaite.

**Art. 92.** En application de l'article 173 du décret, chaque année, le Collège octroie aux services ambulatoires et organismes, un montant forfaitaire de 1.000 euros. Ce montant forfaitaire est octroyé, pour la première fois, l'année au cours de laquelle le service ambulatoire ou l'organisme remet son projet relatif à la démarche d'évaluation qualitative. Il est inclus dans les avances trimestrielles visées à l'article 119 du décret et est justifié conformément aux dispositions des articles 13 et 85 de l'arrêté.

**Art. 93.** En application de l'article 173 du décret, chaque année, le Collège octroie à l'organisme intersectoriel de coordination un montant forfaitaire de 40.000 euros. Ce montant forfaitaire est octroyé, pour la première fois en 2010. Il est inclus dans les avances trimestrielles visées à l'article 119 du décret et est justifié conformément aux dispositions des articles 13 et 85 de l'arrêté.

#### TITRE V. — Les réseaux

##### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Procédure d'agrément

**Art. 94.** § 1<sup>er</sup>. En application de l'article 187 du décret, le promoteur du réseau introduit une demande d'agrément, par simple courrier, auprès du membre compétent du Collège selon l'origine de son agrément ou des subventions facultatives dont il a bénéficié.

§ 2. Le membre compétent du Collège instruit la demande d'agrément et les procédures d'octroi, de renouvellement, de refus, de modification, de retrait d'agrément ou de modification contrainte d'agrément conformément aux articles 185 à 193 du décret.

##### CHAPITRE II. — Dispositions relatives aux subventions

**Art. 95.** En application de l'article 194 du décret, la subvention forfaitaire minimale octroyée au réseau agréé s'élève à 20.810 euros.

#### TITRE VI. — Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

**Art. 96.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 16 mars 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des centres de planning familial, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 décembre 2000;

2° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 1997 et du 31 mai 2001;

3° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 18 juillet 1996 concernant l'application du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies, modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 6 novembre 1997 et du 24 juin 1999;

4° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services de santé mentale;

5° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 décembre 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 27 avril 1995 relatif à l'agrément et aux subventions des services actifs en matière de toxicomanies;

6° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 24 septembre 1998 relatif à l'application du décret du 7 novembre 1997 fixant les règles d'agrément et d'octroi des subventions aux centres d'action sociale globale;

7° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 29 avril 1999 concernant l'application du décret du 4 mars 1999 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile et des services de soins palliatifs et continués;

8° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 27 avril 2000 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services d'aide à domicile;

9° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 14 juillet 2005 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 4 décembre 2003 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services pour les missions d'aide, d'une part aux victimes et à leurs proches et, d'autre part, aux inculpés et condamnés en liberté, aux ex-détenus et à leurs proches;

10° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 2 octobre 2008 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux services "Espaces-Rencontres";

11° l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 11 juin 1998 relatif à l'application du décret du 18 juillet 1996 organisant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dette;

12° les articles 16 à 28, 29 à 33, 72, 105 et 107 de l'arrêté NM, en ce qui concerne les dispositions relatives aux maisons médicales;

13° les articles 34 à 48, 73 et 108 de l'arrêté NM, en ce qui concerne les dispositions relatives aux centres d'accueil téléphonique;

14° l'article 2, 4° et 5° de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 23 mars 2006 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 16 juin 2005 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux organismes représentatifs de l'action sociale et de la famille.

**Art. 97.** Le présent arrêté entre en vigueur le 31 décembre 2009.

**Art. 98.** Le Collège charge le président du Collège, compétent pour la santé et le membre du Collège compétent pour l'Action sociale, la Famille et le Sport de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 4 juin 2009.

Par le Collège :

Le Président du Collège, chargé de la Santé,  
B. CEREXHE

Le Membre du Collège, chargé de l'Action sociale, de la Famille et du Sport,  
E. KIR

---

#### FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2009 — 2601

[C — 2009/31410]

**4 JUNI 2009. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende toepassing van het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid. — Tweede lezing**

Het College,

Gelet op het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 maart 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de centra voor gezinsplanning, gewijzigd door het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 december 2000;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet betreffende de erkenning en de subsidies van diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997 en 31 maart 2001;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten actief op het gebied van druggebruik, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 november 1997 en van 24 juni 1999;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten actief op het gebied van druggebruik;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 september 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 juli 2005 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 december 2003 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 oktober 2008 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten "Espaces-Rencontres";

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juni 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 18 juli 1996 houdende erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden;

Gelet op de artikelen 16 tot 28, 29 tot 33, 72, 105 en 107 van het NM-besluit, wat betreft de bepalingen aangaande de medische huizen;

Gelet op de artikelen 34 tot 48, 73 en 108 van het NM-besluit, wat betreft de bepalingen aangaande de centra voor teleonthaal;

Gelet op artikel 2, 4° en 5° van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 maart 2006 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de representatieve organisaties van de sociale actie en het gezin.

Gelet op het eenparig advies, op 2 april 2009 uitgebracht door de verenigde afdelingen "ambulante diensten" en "thuiszorg en -hulp" van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor Bijstand aan Personen en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 21 april 2009;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met de Begroting;

Gelet op het advies 46.513/4 van de Raad van State, gegeven op 19 mei 2009, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Voorzitter van het College, belast met Gezondheid en van het Lid van het College, belast met de Sociale Actie, het Gezin en de Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

### TITEL 1. — Toepassingsgebied en algemene bepalingen

**Artikel 1.** Onderhavig besluit regelt een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van onderhavig besluit verstaat men onder :

1° Het decreet : het decreet van 5 maart 2009 betreffende het aanbod van ambulante diensten in het domein van de sociale actie, het gezin en de gezondheid;

2° Het NM-besluit : het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 oktober 2001 betreffende de toepassing van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 12 juli 2001 tot wijziging van diverse wetgevingen betreffende de toelagen toegekend in de sector van het beleid inzake gezondheid en bijstand aan personen en betreffende de wijziging van diverse toepassingsbesluiten betreffende de sectoren van de bijstand aan personen, de gezondheid, de gehandicapte personen en de socioprofessionele inschakeling;

3° Het bevoegd lid van het College : het lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie bevoegd voor Gezondheid of het lid van het College bevoegd voor de Sociale Actie en het Gezin;

4° Het Bestuur : de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

5° De ploeg : de door de Franse Gemeenschapscommissie erkende ploeg;

6° VTE : voltijds equivalent.

### TITEL II. — Erkenning, normen, toelagen, toezicht en inspectie

#### HOOFDSTUK 1. — Programmering

**Art. 3.** In toepassing van artikel 32 van het decreet stelt het College, minstens om de vijf jaar en per dienst, het maximum aantal erkende ambulante diensten vast evenals het aantal nieuwe diensten die het mag erkennen.

In het kader van die programmering neemt het College, uiterlijk bij het verstrijken van het eerste legislatuurjaar, een programmeringsbesluit aan dat zowel het bestaand aanbod als de waargenomen behoeften analyseert en motiveert het zijn beslissing om het aantal ambulante diensten te vergroten.

#### HOOFDSTUK II. — Erkenningsprocedure

**Art. 4.** In toepassing van artikel 64 van het decreet dient de ambulante dienst zijn aanvraag om erkenning d.m.v. een gewone brief in bij het bevoegd lid van het College. Het bevoegd lid onderzoekt de aanvraag om erkenning en de procedures voor de toekenning, de weigering, de wijziging en de intrekking van de erkenning of voor de gedwongen wijziging van de erkenning en de vrijwillige sluiting overeenkomstig de artikelen 64 tot 96 van het decreet.

## HOOFDSTUK III. — Normen en bepalingen

## Afdeling 1. — Algemene normen en bepalingen

## Onderafdeling 1. — Algemene werkingsnormen

**Art. 5.** § 1. In toepassing van artikel 97 van het decreet, bevat het dossier van elk lid van de ploeg :

1° een kopie van zijn diploma en, in voorkomend geval, de door de Minister toegekende afwijking op de kwalificaties;

2° het arbeidscontract en zijn aanhangsels, met vermelding van de in de ambulante dienst beklede functie en de gepresteerde arbeidstijd;

3° in voorkomend geval, een document waarop de ventilering vermeld staat van de verschillende toelagen of eigen middelen die voor het loon bestemd zijn;

4° het rijksregisternummer;

5° de attesten die de anciënniteit aantonen;

§ 2. Die documenten en hun wijzigingen moeten, d.m.v. een gewone brief, aan het Bestuur worden overgemaakt zodra zij uitwerking hebben.

**Art. 6.** In toepassing van artikel 99 van het decreet hangt de dienst het maximumbedrag van de raadplegingen uit in een voor het publiek toegankelijk lokaal. In voorkomend geval informeert de ambulante dienst op geschikte wijze over de kosteloosheid van zijn prestaties. Wat betreft de ambulante diensten die een opleidingsopdracht buitenshuis vervullen, kan het zijn dat die opleidingsopdracht niet ten kosteloze titel wordt uitgevoerd. De ambulante dienst deelt de toegepaste tarieven mee aan het Bestuur en hangt ze uit in voorkomend geval.

**Art. 7.** In toepassing van artikel 100 van het decreet en behoudens een met redenen omklede en door het bevoegd lid van het College toegestane afwijking, hangt de ambulante dienst, op een voor het publiek zichtbare plaats, zijn openingsuren uit evenals de gegevens van andere diensten die aan noodsituaties kunnen beantwoorden buiten zijn eigen openingsuren. Die gegevens worden eveneens verstrekt via een antwoordapparaat.

**Art. 8.** § 1. In toepassing van artikel 102 van het decreet houdt de ambulante dienst, in zijn hoofd-activiteitzetel, een administratief dossier ter beschikking van het Bestuur, dat alle in artikel 64 van het decreet voorziene stukken bevat.

§ 2. De wijziging van die stukken, uitgezonderd deze voorzien in artikel 77 van het decreet, zijn het voorwerp van een informatie van het bestuur d.m.v. een gewone brief.

## Onderafdeling II. — Algemene personeelsnormen

**Art. 9.** § 1. In toepassing van artikel 109 van het decreet komen de voor het personeel van de erkende ploeg vereiste vormingen en kwalificaties voor in bijlage III NM van het NM-besluit onder de titel : "Door de sector betoelaagde functies – vereiste diploma's en toegangsvoorwaarden".

§ 2. Andere kwalificaties kunnen door het bevoegd lid van het College erkend worden, na gemotiveerd advies van de adviesraad. Hiertoe dient de ambulante dienst, d.m.v. een gewone brief, een met redenen omklede aanvraag om afwijking bij het Bestuur in. Deze aanvraag is het voorwerp van een bewijs van ontvangst.

## Onderafdeling III. — Algemene architectuurnormen.

**Art. 10.** In toepassing van artikel 113 van het decreet voorziet de ambulante dienst, indien hij begunstigen in zijn lokalen ontvangt :

1° een wachtkamer;

2° minstens één onthaal- en luisterplaats die de vertrouwelijkheid van de gesprekken garandeert.

## Onderafdeling IV. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen

**Art. 11.** In toepassing van de artikelen 115 en 116 van het decreet, wordt de toelage voor personeelskosten van de erkende ploeg van alle ambulante diensten berekend op basis van de in bijlage I NM van het NM-besluit vastgelegde barema's en omvat de werkgeversbijdragen en andere in bijlage V NM van het NM-besluit vastgelegde voordelen op basis van de in bijlage IV NM van het NM-besluit vastgelegde anciënniteit. De baremaschalen die overeenstemmen met elke functie worden vastgelegd in bijlage II NM van het NM-besluit. De betoelaagde functies en de toegangsvoorwaarden die specifiek zijn voor deze functies worden vastgelegd in bijlage III NM van het NM-besluit waarvan de wijziging de erkende nieuwe ambulante diensten omvat, hetzij de diensten voor schuldbemiddeling en de diensten "Ontmoetingsruimten".

**Art. 12.** In toepassing van artikel 126 van het decreet, worden de toelagen voor personeelskosten geïndexeerd volgens de bepalingen van artikel 112 van het NM-besluit en de toelagen voor werkingskosten worden jaarlijks aangepast op 1 januari rekening houdend met de index van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's Lands concurrentievermogen, hierna de gezondheidsindex genoemd, volgens de volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2008}}$$

**Art. 13.** § 1. De in artikel 122 van het decreet bedoelde bewijsstukken zijn conform het door het Bestuur verschaft model en moeten tenminste de volgende elementen omvatten :

- 1° de individuele rekening van elk lid van de ploeg;
- 2° het attest dat de betaling van de RSZ-bijdragen aantoont;
- 3° het attest dat de betaling van de bedrijfsvoorheffing aantoont;
- 4° het bewijs van de betaling van de honoraria aan zelfstandigen;
- 5° een kopie van de door de algemene vergadering goedgekeurde rekening van ontvangsten en uitgaven en van de balans;
- 6° in voorkomend geval, het bewijs van de neerlegging van de rekeningen en de balans bij de handelsrechtbank;
- 7° het door de algemene vergadering goedgekeurd activiteitenverslag.

§ 2. Het bedrag van het saldo van de toelage wordt definitief afgesloten uiterlijk aan het einde van het derde trimester van het jaar dat volgt op het jaar van de toelage. Het is het voorwerp van een schriftelijke goedkeuring van de ambulante dienst of van de instelling bij het Bestuur vóór de vereffening ervan.

**Art. 14.** De bepalingen van de artikelen 84, 85, § 1 en § 2, 85bis en 89 van het NM-besluit zijn van toepassing voor alle ambulante diensten.

#### *Afdeling II. — Sectorale normen en bepalingen*

##### Onderafdeling 1. — Normen en bepalingen aangaande de diensten voor geestelijke gezondheid.

**Art. 15.** In toepassing van artikel 109 van het decreet, beschikt de in artikel 34 van het decreet bedoelde minimumploeg minstens over een VTE psycholoog, een VTE maatschappelijk assistent en een VTE in de psychiatrie gespecialiseerde arts. De VTE arts-specialist in de psychiatrie mag voor maximum 0.5 VTE worden ingenomen door een arts uit het 3e, 4e of 5e jaar van een aanvullende master in volwassenen-psychiatrie.

**Art. 16.** De dienst geestelijke gezondheid brengt, d.m.v. een gewone brief, het Bestuur op de hoogte van de naam van de arts-specialist in de psychiatrie onder wiens verantwoordelijkheid de ploeg zijn therapeutische activiteit uitoefent.

**Art. 17.** § 1. In toepassing van artikel 100 van het decreet is de opvang-permanentie een gepersonaliseerde opvang in de lokalen van de dienst voor geestelijke gezondheid. Zij verzekert eveneens een tele-onthaal. Het opvangpersoneel is in staat de opdrachten van de ambulante dienst uitdrukkelijk te formuleren, een eerste opvang te bieden en onverwijld, een eerste analyse- en oriëntatieraadpleging te voorzien.

§ 2. De dienst geestelijke gezondheid is alle werkdagen open van 10 tot 17 u., zonder onderbreking. Buiten die uren is hij minimum drie uur per week toegankelijk, te verdelen na 17 u. of op zaterdag.

**Art. 18.** § 1. In toepassing van artikel 118 van het decreet zijn de berekeningswijze en de aanvaardbare minimumbedragen voor de werkingskosten :

- 1° 17.800 euro voor 4 VTE;
- 2° 19.250 euro voor 5 en 6 VTE;
- 3° 20.700 euro voor 7 en 8 VTE;
- 4° 22.150 euro voor 9 en 10 VTE;
- 5° 23.600 euro voor 11 VTE en meer.

§ 2. Een bijkomend bedrag van 3.100 euro wordt toegekend per bijkomende erkende activiteitenzetel.

##### Onderafdeling II. — Normen en bepalingen aangaande de actieve diensten op het vlak van de toxicomanie

**Art. 19.** In toepassing van artikel 109 van het decreet omvat de voor de zorgopdracht erkende actieve dienst op het vlak van de toxicomanie minstens een arts die prestaties verzekert die minstens overeenstemmen met een halftijds equivalent.

**Art. 20.** § 1. In toepassing van artikel 100 van het decreet moet het opvangpersoneel van de actieve dienst op het vlak van de toxicomanie in staat zijnde opdrachten van de ambulante dienst uitdrukkelijk te formuleren en een eerste opvang te bieden. Indien de actieve dienst op het vlak van de toxicomanie erkend is voor de zorg-, begeleidings- en herinschakelingsopdrachten, voorziet het opvangpersoneel onverwijld een eerste analyse- en oriëntatieraadpleging.

§ 2. De openingsuren van de dienst moeten geregeld worden volgens een vast uurrooster dat rekening houdt met de behoeften van de begunstigden en de door de dienst verzekerde opdrachten.

**Art. 21.** In toepassing van artikel 118 van het decreet bedraagt het basisbedrag van de werkingskosten 14.750 euro.

**Art. 22.** In toepassing van artikel 127 van het decreet worden de bijkomende middelen voor de werkings- en voor de personeelskosten berekend in functie van de volgende criteria :

- 1° het aantal begunstigden :
  - a) van 201 tot 500 + 0,5 VTE;
  - b) van 501 tot 1000 + 1 VTE;
  - c) meer dan 1000 + 1,5 VTE.

De in de berekening van de bijkomende middelen weerhouden begunstigden zijn deze waarvoor het vervullen van minstens één opdracht gevraagd werd.

- 2° het aantal activiteitenzetels :

Onder activiteitenzetel verstaat men de plaatsen waar minstens één van de opdrachten op halftijdse basis ten uitvoer gebracht wordt.

- a) twee activiteitenzetels + 0,5 VTE;
- b) drie activiteitenzetels en meer + 1 VTE.

3° wanneer het personeel presteert :

- a) op halftijdse basis in twee activiteitenzetels, opent dit het recht op 2.950 euro aan werkingskosten;
- b) op halftijdse basis in drie activiteitenzetels en meer, opent dit het recht op 5.900 euro aan werkingskosten;
- c) op voltijdse basis in twee activiteitenzetels, opent dit het recht op 5.900 euro aan werkingskosten;
- d) op voltijdse basis in drie activiteitenzetels en meer, opent dit het recht op 11.800 euro aan werkingskosten.

4° het gewicht van de financiële bijdragen die uitgaan van andere instellingen : het ontbreken van een financiële bijdrage van andere instellingen opent het recht op 0,5 bijkomende VTE en op 2.950 euro aan werkingskosten.

5° de specificiteit van het project en van de doelgroep, zoals de permanentie 24 uur op 24, de mobiliteit van de ploeg, de uitoefening van de opdrachten in ziekenhuizen en gevangenissen, opent het recht op maximum 2 bijkomende VTE en maximum 35.400 euro aan werkingskosten.

6° de uitoefening, gelijktijdig gecumuleerd, van verschillende opdrachten en het totaal aantal VTE van de erkende diensten openen het recht op :

- a) voor 4 opdrachten : 0,5 VTE;
- b) voor 5 opdrachten : 1 VTE;
- c) voor 6 opdrachten : 1,5 VTE.

Wanneer de betoelaagde ploeg van twee tot drie VTE telt, bedragen de bijkomende werkingskosten 2.950 euro.

Wanneer de betoelaagde ploeg meer dan drie VTE telt, bedragen de bijkomende werkingskosten 5.900 euro.

**Art. 23.** De in artikel 22 van het besluit omschreven bijkomende werkingskosten zijn beperkt tot een bedrag van 44.250 euro per dienst.

Onderafdeling III. — Normen en bepalingen aangaande de centra voor globale sociale actie.

**Art. 24.** In toepassing van artikel 109 van het decreet, beschikt de in artikel 39 van het decreet bedoelde minimumploeg over minstens twee maatschappelijke assistenten.

**Art. 25.** In toepassing van artikel 38, 2°, van het decreet, zijn de modaliteiten voor de samenwerking tussen centra de volgende :

1° elk centrum voor globale sociale actie vaardigt twee vertegenwoordigers af, waaronder de algemene coördinator, in een vergadering, de "samenwerking tussen centra" genaamd;

2° de leden van de vergadering komen minstens tweemaal per jaar samen;

3° de agenda wordt aan het Bestuur overgemaakt voor informatie, uiterlijk tien werkdagen vóór de datum van de vergadering. Het Bestuur kan eraan deelnemen en de agenda aanvullen;

4° Er wordt een proces-verbaal opgemaakt van de genomen beslissingen en aan het Bestuur overgemaakt.

**Art. 26.** In toepassing van artikel 38 van het decreet wordt de betoelaagde arbeidstijd voor de algemene coördinatie en administratieve functie gekoppeld aan de betoelaagde arbeidstijd van de sociale functie. Hij evolueert op de volgende wijze :

1° minstens 2 VTE voor de sociale functie, waarvan 0.25 VTE voor de algemene coördinatie en 0.50 VTE voor de administratieve functie;

2° minstens 3 VTE voor de sociale functie, waarvan 0.50 VTE voor de algemene coördinatie en 0.50 VTE voor de administratieve functie;

3° minstens 4 VTE voor de sociale functie, waarvan 0.75 VTE voor de algemene coördinatie en 0.50 VTE voor de administratieve functie;

4° minstens 5 VTE voor de sociale functie, waarvan 1 VTE voor de algemene coördinatie en 0.75 VTE voor de administratieve functie;

5° minstens 6 VTE voor de sociale functie, waarvan 1 VTE voor de algemene coördinatie en 1 VTE voor de administratieve functie;

**Art. 27.** In toepassing van artikel 100 van het decreet wordt de opvangpermanentie verzekerd voor minstens 20 uur per week, in voorkomend geval verdeeld over het geheel van de activiteitenzetels. Deze permanentie wordt gedurende minstens 46 weken per jaar verzekerd.

**Art. 28.** In toepassing van artikel 118 van het decreet wordt het bedrag van de toelage betreffende de werkingskosten van het centrum voor globale sociale actie berekend in functie van het erkend kader en wordt als volgt beperkt :

1° 14.000 euro vanaf 2.50 VTE;

2° 15.850 euro vanaf 3.50 VTE;

3° 17.700 euro vanaf 4.50 VTE;

4° 19.450 euro vanaf 5.50 VTE;

5° 21.450 euro vanaf 7.00 VTE.

**Art. 29.** In toepassing van artikel 128 van het decreet worden de bedragen aangaande de kosten van de samenwerking tussen de centra voor globale sociale actie beperkt tot 250 euro per centrum en per jaar.

Onderafdeling IV. — Normen en bepalingen aangaande de centra voor gezinsplanning

**Art. 30.** In toepassing van artikel 109 van het decreet, beschikt de onder artikel 41 van het decreet bedoelde minimumploeg over minstens 0.16 VTE psycholoog, 0.16 VTE maatschappelijk assistent, 0.16 VTE jurist en 0.16 VTE arts.

**Art. 31.** In toepassing van artikel 100 van het decreet :

§ 1. De opvangpermanentie wordt verzekerd gedurende alle openingsuren van het centrum voor gezinsplanning, door de leden van de ploeg.

De betoelaagde personen die de opvang verzekeren en die niet in het bezit zijn van een van de vereiste kwalificaties op het ogenblik van de inwerkingtreding van onderhavig besluit, mogen hun betrekking behouden.

§ 2. Het centrum voor gezinsplanning verzekert minstens 19 uur per week opvang-permanentie tijdens dewelke de raadplegingen plaats moeten vinden. Buiten deze uren is het centrum minstens drie uren per week toegankelijk, te verdelen na 17 uur of op zaterdag.

**Art. 32.** § 1. In toepassing van artikel 118 van het decreet wordt de toelage betreffende de werkingskosten vastgelegd op 5.104 euro per betoelaagde VTE-werknemer. Evenwel, een minimum jaarbedrag van 24.230 euro wordt gewaarborgd voor elk centrum voor gezinsplanning.

§ 2. Om de vijf jaar wordt aan elk centrum voor gezinsplanning een tussenkomst toegekend om de kosten te dekken van de aankoop van informaticamaterieel, ten belope van een maximumbedrag van 3.850 euro.

**Art. 33.** Er wordt een toelage van 21 euro per uur toegekend voor de raadplegingen geen medische raadplegingen zijn, evenals voor de uren vergadering, opvang en preventie die gepresteerd worden door de leden van de ploeg van het centrum voor gezinsplanning die onder het statuut van zelfstandige werken.

**Art. 34.** Met uitzondering van de medische en de juridische functie, moeten alle functies uitgeoefend worden onder het statuut van loontrekkende. Het bevoegd lid van het College kan een afwijking toestaan mits een bij het Bestuur ingediende met redenen omklede aanvraag. De leden van de ploegen met een zelfstandigenstatuut die op dit ogenblik in de erkende ploeg zijn toegelaten, mogen hun statuut behouden.

#### Onderafdeling V. — Normen en bepalingen aangaande de medische huizen

**Art. 35.** In toepassing van artikel 100 van het decreet is het medisch huis minstens 38 uren per week open tijdens dewelke de opvangpermanentie verzekerd wordt. Die 38 uren kunnen gespreid worden over 5 of 6 werkdagen.

**Art. 36.** In toepassing van artikel 118 van het decreet is het bedrag van de toelage betreffende de werkingskosten vastgelegd op 9.640 euro.

#### Onderafdeling VI. — Normen en bepalingen aangaande de diensten voor schuldbemiddeling

**Art. 37.** In toepassing van artikel 109 van het decreet mag er niet worden afgeweken van de kwalificaties en de gespecialiseerde opleidingen die geëist worden voor de in artikel 47 van het decreet bedoelde minimumploeg.

**Art. 38.** In de diensten worden in artikel 99 § 1 van het decreet bedoelde maximumkosten voor de bemiddeling als volgt vastgelegd :

1° initiële instelling van de globale financiële balans van de aanvrager : 9 euro;

2° onderhandeling van een aanzuiveringsplan met de schuldeisers : 16 euro;

3° voorbereiding van de conclusies met het oog op een verschijning in de rechtszaal : 42 euro.

#### Onderafdeling VII. — Normen en bepalingen aangaande de diensten voor forensisch welzijnswerk

**Art. 39.** In toepassing van artikel 99, § 2, van het decreet kan een financiële bijdrage aan de begunstigde enkel worden gevraagd wanneer die onontbeerlijk is voor een therapeutische relatie. Deze financiële tussenkomst mag niet hoger liggen dan 17 euro per raadpleging, geïndexeerd volgens de in artikel 12 van het besluit voorziene modaliteiten.

**Art. 40.** In toepassing van artikel 109 van het decreet beschikt de in artikel 50 van het decreet bedoelde minimumploeg over minstens een psycholoog op halftijdse basis en een maatschappelijk assistent op halftijdse basis. Deze ploeg kan worden uitgebreid tot de universitaire en niet-universitaire aanvullende functies zoals hernomen in bijlage III NM van het NM-besluit.

**Art. 41.** In toepassing van artikel 118 van het decreet, bedragen de toelagen toegekend voor de werkingskosten 13.300 euro voor de in artikel 50 van het decreet bedoelde ploeg en 1.140 euro per VTE-personeel erkend en betoelaagd bovenop de 1,5 basis VTE.

#### Onderafdeling VIII. — Normen en bepalingen aangaande de "Ontmoetingsruimten"

**Art. 42.** In toepassing van artikel 109 van het decreet beschikt de in artikel 51 van het decreet bedoelde minimumploeg minstens over 0.50 VTE psycholoog of master in de gezinswetenschappen en de seksualiteit.

**Art. 43.** § 1. In toepassing van artikel 100 van het decreet is de dienst "Ontmoetingsruimten" toegankelijk voor het voorbereidende onderhoud op het ontmoetingsproces, de opvang, de begeleiding en de opvolging van de kinderen en de ouders en dit, minstens twintig uren per week buiten de uurregelingen voor de ontmoetingen en ten minste zesentwintig uren per week. De dienst "Ontmoetingsruimten" streeft ernaar de ontmoetingen te laten plaatsvinden op woensdagnamiddag en op zaterdag om alzo de in artikel 21 van het decreet voorziene opdrachten te vervullen.

§ 2. De dienst "Ontmoetingsruimten" die over een betoelaagd personeelskader van 2,5 VTE beschikt, organiseert minstens 24 uren ontmoetingen per maand buiten de schooluren, voornamelijk op woensdagnamiddag en zaterdag.

§ 3. Tijdens de ontmoetingen moeten minstens drie interveniënten aanwezig zijn.

**Art. 44.** In toepassing van artikel 105 van het decreet houdt de dienst "Ontmoetingsruimten" een register van de bezoeken bij. Het register wordt een maal per week ondertekend door de algemeen coördinator.

**Art. 45.** Het personeel van de basisploeg, houder van een kwalificatie die niet deze is van psycholoog of assistent-psycholoog en dat de in artikel 21 van het decreet bedoelde opdrachten uitvoert, volgt een opleiding die gelinkt is aan de in het decreet bedoelde opdrachten of is het voorwerp van een intervisie, met een minimum van dertig uren in het eerste jaar van zijn indienstneming.

De dienst "Ontmoetingsruimten" organiseert de voortgezette opleiding, de supervisie of de intervisie van het geheel van zijn personeel dat toegewezen is aan de in artikel 21 van het decreet bedoelde opdrachten.

**Art. 46.** In het kader van de organisatie van het ploegwerk, belegt de algemeen coördinator minstens tweemaal per maand een overlegvergadering waarop de leden van het personeel die de in het decreet bedoelde opdrachten vervullen, aanwezig zijn.

**Art. 47.** Het loonsupplement dat toegekend wordt voor de prestaties van het personeel dat de zaterdagontmoetingen omkadert overeenkomstig bijlage V van het NM-besluit, 11, a), 1°, is van toepassing op de ambulante dienst "Ontmoetingsruimten".

**Art. 48.** § 1. In toepassing van artikel 118 van het decreet omvat het bedrag van de toelagen voor werkingskosten :

1° een forfait van 12.45 euro voor de betoelaagde basisploeg;

2° een bedrag van 1.040 euro per bijkomende VTE;

3° een variabel gedeelte, geplafonneerd op 12.450 euro voor de reële huurkosten of voor de terugbetaling van leningen ten laste van de dienst "Ontmoetingsruimten".

§ 2. De kosten voor de opleidingen die gelinkt zijn aan de in artikel 21 van het decreet bedoelde opdrachten en die gevolgd worden door de niet-betoelaagde of vrijwillige leden van de ploeg zijn aanvaardbaar als werkingskosten.

Onderafdeling IX. — Normen en bepalingen  
aangaande de centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten.

**Art. 49.** In toepassing van artikel 54 van het decreet zijn de dossiers die in aanmerking komen voor het bepalen van de categorie :

1° het jaargemiddelde van het aantal begunstigden waarvoor een steunplan werd opgemaakt;

2° het percentage van de prestaties buiten de werkuren en -dagen (per type prestatie);

3° de keuze van de menu's en de mogelijkheid van aangepaste menu's;

4° het gebruik van een vragenlijst ten dienste van de begunstigde of van zijn omgeving over de verstrekte zorgen en diensten. Deze vragenlijst wordt aan het individueel dossier van de begunstigde toegevoegd na drie maanden dienstverlening of aan het einde van de dienstverlening wanneer die korter is.

Jaargemiddelde van het aantal begunstigden van een steunplan	80	160	240
Percentage prestaties buiten de werkuren, per verpleegkundige dienst : gezinshulp en maaltijden	3 %	6 %	9 %
Keuze van de menu's en speciale diëten	facultatief	facultatief	verplicht
Gebruik van de vragenlijst	verplicht	verplicht	verplicht

**Art. 50.** § 1. In toepassing van artikel 54, 3°, a, 2), van het decreet, sluit het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten samenwerkingsakkoorden af met zorg- of dienstverleners of de in een verstrekkersvereniging gegroepeerde verstrekkers.

§ 2. Om in overweging genomen te worden, beantwoorden die overeenkomsten aan de hieronder voorziene voorwaarden :

1° De met de verstrekkers afgesloten overeenkomsten vermelden hun naam, adres en kwalificaties. Zij omvatten de verbintenis van de verstrekker om de aanvragen van het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten op zich te nemen zonder de minste discriminatie, op de dagen en uren tijdens dewelke de verstrekker doorgaans beschikbaar is en de eventuele erkenningen van de verstrekkersverenigingen;

2° De overeenkomsten voorzien de wederzijdse mededeling van de informatie die nodig is voor de continuïteit van de zorgverstrekking voor de begunstigde, evenals de modaliteiten van die mededeling. Op verzoek van de begunstigde moet die informatie eveneens ter beschikking gesteld worden van de arts en van elke andere, vrij door hem gekozen verstrekker.

De wederzijdse mededeling van de informatie gebeurt met de volgende middelen :

a) via elke vorm van telecommunicatie;

b) via krachtens artikel 57 van het decreet door het centrum georganiseerde vergaderingen;

c) door gebruik te maken van de in artikel 56, 2°, van het decreet bedoelde verbindingsfiche.

**Art. 51.** In toepassing van artikel 55, § 2, van het decreet

1° beschikt het centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten van categorie 1 over 2 VTE-coördinatoren. De werkduur die in overweging genomen wordt voor de berekening van de toelage mag niet minder zijn dan 0.5 VTE;

2° beschikt het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten van categorie 2 over 4 VTE-coördinatoren en 1 administratieve VTE evenals over 0.5 VTE-directiepersoneel. De werkduur die in overweging genomen wordt voor de berekening van de toelage mag niet minder zijn dan 0.5 VTE;

3° beschikt het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten van categorie 3 over 3 VTE-dagcoördinatoren en 4 VTE-nachtcoördinatoren, over 1 administratieve VTE evenals over 1 VTE-directiepersoneel. De werkduur die in overweging genomen wordt voor de berekening van de toelage mag niet minder zijn dan 0.5 VTE;

**Art. 52.** § 1. In toepassing van artikel 56 van het decreet is het coördinatiedossier samengesteld uit het in artikel 101 van het decreet voorziene individueel dossier.

§ 2. Het coördinatiedossier omvat met name een analyse van de behoeften van de begunstigde op het vlak van zorgen en diensten, aangevuld met de kenmerken van de verblijfplaats en met het steunplan dat door het centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten ten uitvoer gebracht wordt in overleg met de verstrekkers.

§ 3. De verbindingsfiche bevat minimum de volgende elementen :

- 1° een document waarop de verstrekking van verpleegkundige zorgen vermeld staat;
- 2° een document waarop de kinesitherapie-verstrekkingen vermeld staan;
- 3° een document waarop de gezins-, senioren- en huishoudhulp vermeld staan;
- 4° een document waarop de andere prestaties vermeld staan;
- 5° een document bestemd voor het overmaken van berichten onder verstrekkers.

**Art. 53.** § 1. In toepassing van artikel 57 van het decreet organiseert het het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten de vergaderingen die nodig zijn voor de uitvoering van het steunplan. De behandelende genesheer wordt op die vergadering uitgenodigd.

§ 2. de verstrekkers ondertekenen een aanwezigheidslijst. Die lijst bevat een beknopt verslag van de vergadering.

**Art. 54.** In toepassing van artikel 100 van het decreet, beantwoordt het wachtstelsel aan de volgende voorwaarden :

1° verzekerd zijn door een persoon die over de vereiste informatie beschikt om een geschikt antwoord te kunnen geven op de vraag van de begunstigde;

2° Wanneer het het Centrum voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten zelf niet de volledige wacht verzekert, sluit hij een overeenkomst af met de dienst die voor hem zijn verplichtingen verzekert waarin gepreciseerd wordt op welke manier dit gebeurt.

**Art. 55.** In toepassing van artikel 118 van het decreet wordt het totaal jaarlijks forfaitair bedrag voor werkingskosten als volgt vastgelegd :

- 1° 17.700 euro voor een centrum van categorie 1;
- 2° 35.400 euro voor een centrum van categorie 2;
- 3° 66.650 euro voor een centrum van categorie 3.

**Art. 56.** § 1. In toepassing van artikel 129 van het decreet, wordt de in artikel 57 van het decreet bedoelde forfaitaire vergoeding per verstrekker en per vergadering vastgelegd op 15 euro.

Het jaarlijks maximumbedrag van die vergoedingen wordt vastgelegd op :

- 1° 2.950 euro voor een dienst van categorie 1;
- 2° 5.900 euro voor een dienst van categorie 2;
- 3° 8.850 euro voor een dienst van categorie 3.

Dit bedrag is inbegrepen in het in artikel 55 van het besluit vastgelegd totaal forfaitair bedrag.

§ 2. De wachtvergoeding thuis voor het verplegend personeel van de dienst van categorie 3 wordt vastgelegd op 26 euro per nacht of per feestdag tijdens dewelke de verstrekker oproepbaar is. Deze vergoeding dekt de tijdens deze perioden uitgevoerde prestaties niet en is inbegrepen in het in artikel 55 van het besluit vastgelegd totaal forfaitair bedrag.

Onderafdeling X. — Normen en bepalingen aangaande de diensten voor palliatieve verzorging en nazorg

**Art. 57.** In toepassing van artikel 115 van het decreet is de erkende en betoelaagde ploeg als volgt samengesteld :

- 1° voor categorie 1 : 0,25 VTE universitair en 0,5 VTE secretaresse;
- 2° voor categorie 2 : 0,75 VTE universitair en 0,5 VTE secretaresse;
- 3° voor categorie 3 : 0,5 VTE universitair en 1 VTE gegradueerde;
- 4° voor categorie 4 : 1,5 VTE gegradueerde e, 0,5 VTE secretaresse;
- 5° voor categorie 5 : 0,75 VTE universitair, 3,5 VTE gegradueerde en 1 VTE secretaresse.

**Art. 58.** In de diensten voor palliatieve verzorging en nazorg die de in artikel 26, 1°, van het decreet voorziene opdrachten vervullen, komt een verpleger vierentwintig uur op vierentwintig tussen in dringende gevallen.

**Art. 59.** In toepassing van artikel 118 van het decreet bedraagt het basisbedrag van de toelage betreffende de werkingskosten van de dienst minimum 11.910 euro, waaraan 8.960 euro toegevoegd wordt per bijkomende opdracht. Een deel van de werkingskosten kan besteed worden aan de wachtkosten.

Onderafdeling XI. — Normen en bepalingen aangaande de diensten voor thuishulp

**Art. 60.** § 1. In toepassing van artikel 61 van het decreet worden de statuten van de gezins-, bejaarden- en huishoudhulpers aangenomen bij besluit van het College.

§ 2. De gezins- en bejaardenhulpers werken onder het bedienstelsel. Vanaf 1 januari 2010 werken de gezinshulpers onder het arbeidersstelsel gedurende hun eerste twee dienstjaren in een door de Franse Gemeenschapscommissie erkende dienst voor thuishulp en onder het bedienstelsel vanaf het begin van hun derde dienstjaar.

**Art. 61.** In toepassing van artikel 130 van het decreet worden de modaliteiten betreffende de organisatie van de dienst voor thuishulp in ploegen op de volgende manier vastgelegd :

1° Per schijf van 5 VTE helpers, moeten de diensten voor thuishulp minstens 0,25 VTE-personeel maatschappelijk assistent of gelijkgesteld, ploegverantwoordelijke, tewerkstellen. Naast de in 2° van artikel 130 van het decreet bedoelde opdrachten, vervult deze de opdrachten van algemeen coördinator zoals omschreven in artikel 111 van het decreet, wanneer de dienst voor thuishulp niet voldoet aan de noodzakelijke voorwaarde voor de aanstelling van een dienstverantwoordelijke.

2° De ploegverantwoordelijke verzekert de omkadering van de begunstigden door de volgende taken te vervullen :

a) Hij maakt de sociale enquête thuis. De rapporten van de sociale enquêtes die betrekking hebben op de begunstigden moeten opgemaakt worden, telkens de situatie van de begunstigde dit vereist en minstens eenmaal per jaar;

b) Hij draagt de verantwoordelijkheid voor de toekenning, de onderbreking of de weigering van hulp.

In het geval van toekenning, werkt hij een tussenkomstproject uit, verzekert hij de sociale opvolging van de begunstigde en maakt hij een sociaal rapport op voor elke geholpen persoon. In het geval van onderbreking of weigering van hulp, maakt hij een met redenen omkleed rapport op dat hij bij het dossier van de begunstigde voegt;

c) Hij informeert, in strikte naleving van de deontologie, de naaste familieleden van de begunstigde, de behandelende geneesheer, de vertrouwenspersoon of het coördinatiecentrum die hem ten laste heeft, over elke evolutie van de fysieke of psychische gezondheidstoestand of over elk feit dat de begunstigde of een ander in gevaar kan brengen;

d) Hij regelt, in samenwerking met de gezins- en bejaardenhulpers, de administratieve stappen die nodig zijn voor het herstel van de rechten van de begunstigde;

e) Hij neemt deel aan de externe coördinatievergaderingen waarop één of meerdere externe interveniënten en één of meerdere helpers aanwezig zijn. Die vergaderingen dienen om de situatie van de begunstigde te evalueren. Zij mogen gemiddeld niet meer dan twintig uren per jaar en per helper in beslag nemen.

3° De omkadering van de helpers door de ploegverantwoordelijke omvat met name :

a) de organisatie van de wekelijkse werkroosters;

b) de dagelijkse opvolging van de werkroosters en de controle van de door het Bestuur opgelegde documenten;

c) de organisatie en animatie van de wekelijkse interne coördinatievergaderingen van de ploeg waarvan de duur niet minder mag bedragen, voor elke helper, dan een uur per week en niet meer dan gemiddeld twee uur per helper en per week, behoudens een door het Bestuur toegekende afwijking.

4° De ploegverantwoordelijke is minstens houder van een diploma professionele bachelor in de psycho-medische sociale richting.

5° De jaarlijkse rapporten van sociale enquêtes betreffende de begunstigden moeten conform het door het Bestuur bepaald model zijn.

6° a) In de diensten voor huishulp met meer dan 20 VTE-helpers, duidt de dienst een dienstverantwoordelijke aan die de ploegen coördineert in samenwerking met de ploegverantwoordelijken;

b) In de diensten voor huishulp die meer dan 20 en minder dan 100 helpers voltijds tewerkstellen, kan de dienstverantwoordelijke eveneens de functies van een ploegverantwoordelijke uitoefenen. De dienstverantwoordelijke verzekert de opdrachten van de algemeen coördinator;

c) In de diensten voor huishulp met meer dan 100 VTE helpers, duidt de dienst voor huishulp een directeur aan die de functie van algemeen coördinator verzekert en de dienst- en ploegverantwoordelijke coördineert.

7° De dienstverantwoordelijke is minstens houder van een diploma professionele master of bachelor in de juridische, sociale, medische of paramedische richting.

8° De coördinatie en de overdracht van de informatie die nodig is voor het goed beheer van de ploegen vereisen, vanwege de ploegverantwoordelijken, dat zij de dienstverantwoordelijke elk feit mededelen dat de organisatie van de hulp kan heroriënteren, met name :

a) in het geval van vooropzeg, zwangerschapsverlof of arbeidsongeval evenals de andere omstandigheden die het goed verloop van de aan de begunstigde te geven hulp zouden kunnen storen;

b) elke wijziging van de situatie van de begunstigde, zoals zijn hospitalisatie of overlijden.

9° a) Voor de diensten voor thuiszorg met minder dan 100 VTE-helpers, is de dienst voor thuiszorg ertoe gehouden een bijkomende omkadering te voorzien wanneer het aantal helpers in actieve dienst met vijf eenheden een veelvoud van twintig overschrijdt gedurende een periode van twee opeenvolgende trimesters;

b) voor de diensten voor huishulp met meer dan 100 VTE-helpers, is de dienst voor thuiszorg ertoe gehouden een bijkomende omkadering te voorzien wanneer het totaal aantal helpers in actieve dienst de in artikel 130 van het decreet voorziene norm met 10 % overschrijdt;

c) Zijn niet inbegrepen in het personeel in actieve dienst : de helpers in loopbaanonderbreking, de in langdurig ziekenverlof, in verwijderingsverlof of in verlof zonder wedde.

**Art. 62. § 1.** De werktijd die in overweging genomen wordt voor het berekenen van de vergoeding van de helpers is vastgesteld op achtendertig uren per week. Dit personeel geniet een verlofkrediet dat overeenstemt met twee uren per week wegens de zwaarte van het werk.

§ 2. De werktijd die in overweging genomen wordt voor de berekening van de toelagen voor de vergoeding van de werknemers die ouder zijn dan 55 jaar wordt vermindert tot tweeëndertig uren per week voor een voltijdse kracht, met inbegrip van het in § 1 bedoeld verlofkrediet.

Die werktijd voor werknemers tussen de 50 en de 54 jaar oud wordt vermindert tot vierendertig uren per week voor een voltijdse kracht, met inbegrip van het in § 1 bedoeld verlofkrediet.

Die werktijd voor werknemers tussen de 45 en de 49 jaar oud die geen helpers zijn, wordt herleid tot zesendertig uren per week voor een voltijdse kracht.

§ 3. De in § 2 bedoelde werknemers die deeltijds werken genieten de in § 2 bedoelde maatregelen naar rato van hun prestaties.

**Art. 63.** In toepassing van artikel 99 van het decreet, wordt de uurbijdrage van de begunstigde vastgelegd overeenkomstig het geldend barema. De tabel van de barema's van de begunstigden wordt door het College aangenomen en aan de index aangepast per administratieve rondzendbrief. Voor de toepassing van het barema wordt er rekening gehouden met :

1° de aan de begunstigde toegekende code volgens het aantal personen waaruit het gezin is samengesteld.

Die code wordt op de volgende manier bepaald :

- a) code 1 : een alleenstaande persoon;
- b) code 2 : een gezin of een voor meer dan 66 % gehandicapt verklaard persoon;
- c) code 3 : een gehandicapt verklaard persoon met één of meerdere kinderen ten laste.

De code wordt met een eenheid opgetrokken voor elke persoon ten laste die deel uitmaakt van het gezin.

Onder persoon ten laste verstaat men :

- a) alle andere gezinsleden die geen eigen inkomsten hebben;
- b) het kind dat in de loop van het trimester geboren zal worden;
- c) de gehandicapte personen die jonger zijn dan 25 jaar en over geen eigen inkomsten beschikken kunnen in rekening genomen worden als twee personen ten laste.

De code wordt met een eenheid verhoogd voor elke persoon die onder hetzelfde dak leeft en een gemeenschappelijk leven heeft, maar niet over eigen inkomsten beschikt.

2° het gezinsinkomen volgens de in de artikelen 66 tot 69 vastgelegde bepalingen.

**Art. 64.** § 1. Het gezinsinkomen dat in overweging genomen wordt voor de toepassing van het barema zijn alle belastbare netto-inkomsten van elke persoon die van het gezin deel uitmaakt onder voorbehoud van de in de paragrafen 2 en 3 van onderhavig artikel aangehaalde bepalingen.

Er wordt met name rekening gehouden met de totaliteit van het ontvangen alimentatiegeld.

§ 2. De volgende inkomsten komen slechts voor 60 % van hun bedrag in aanmerking :

- 1° de lijfrente uit de verkoop van vastgoed;
- 2° huurgelden van gebouwen en terreinen.

Die inkomsten worden in overweging genomen op maandbasis.

§ 3 Volgende inkomsten worden niet in overweging genomen :

- 1° kinderbijslag en geboortepremies;
- 2° studiebeurzen;
- 3° de tegemoetkoming voor hulp aan derden, de integratietegemoetkoming en de tegemoetkoming voor hulp aan bejaarden;
- 4° het kadastraal inkomen van het door de eigenaar gebruikt gebouw;
- 5° de herstellpensioenen voor oorlogsfeiten aan burgers en militairen, de frontvergoeding;
- 6° de ontvangen alimentatie voor kinderen.

**Art. 65.** § 1. Voor hulp verstrekt aan een persoon die woont in het huis van één of meerdere van zijn kinderen worden alle inkomsten van de bejaarde en 1/3 van de inkomsten van de overige personen waaruit het gezin bestaat in aanmerking genomen.

§ 2. Voor hulp verstrekt aan een gehandicapte van ouder dan 25 jaar die bijzondere of gewone toelagen ontvangt en die woont in het huis van zijn ouders of één van hen worden alle inkomsten van de gehandicapte en 1/3 van de inkomsten van de overige personen waaruit het gezin bestaat in aanmerking genomen.

§ 3. Voor hulp verstrekt aan één of meerdere ouders die inwonen bij één of meerdere van hun kinderen die over eigen middelen beschikken, wordt het hele inkomen van de ouder(s) en 1/3 van de inkomens van de overige personen waaruit het gezin bestaat in aanmerking genomen.

§ 4. Voor individuele hulp verstrekt aan een persoon of een koppel dat leeft in een erkend gemeenschapshuis of in begeleid wonen, worden enkel de inkomens van de persoon of van het koppel in aanmerking genomen.

§ 5. Voor hulp verstrekt aan het geheel van personen dat leeft in een erkend gemeenschapshuis of in begeleid wonen, wordt het gemiddelde van de inkomens van de bewoners van die woning in aanmerking genomen.

**Art. 66.** § 1. De volgende kosten ten laste van de persoon of de personen van wie de inkomsten in aanmerking worden genomen, worden afgetrokken van de overeenkomstig artikel 63 van het besluit berekende inkomens :

- 1° de inkomensbelasting;
- 2° de maatschappelijke bijdragen van zelfstandigen;
- 3° de betaalde alimentatiegelden in verhouding tot wat niet werd afgetrokken voor de berekening van het nettobelastbaar inkomen;
- 4° de kosten verbonden aan de gezondheidstoestand of de handicap.

§ 2. De onderstaande kosten worden afgetrokken van de totale inkomsten :

- 1° 50 % van de huurgelden en -lasten;
- 2° 50 % van de terugbetaling van de hypothecaire lening.

**Art. 67.** De in artikel 66 § 1 en § 2 bedoelde verminderingen mogen gecumuleerd worden.

**Art. 68.** De ploegverantwoordelijke kan aan de hand van een zorgvuldig gemotiveerd verslag dat naar het Bestuur wordt doorgestuurd verzoeken om afwijking van de bepalingen bedoeld in de artikelen 64 tot 67 van het besluit. Het bevoegd lid van het College beslist over de toekenning, de aanpassing of de weigering van de afwijking. Deze beslissing wordt aan de dienst medegedeeld binnen dertig dagen na de indiening van het verzoek. Bij gebrek aan een antwoord binnen de opgelegde termijn wordt de afwijking als toegestaan aanzien.

**Art. 69.** Als de begunstigde afwezig is wanneer de helper zich op het afgesproken tijdstip bij hem aanmeldt en de betrokkene de dienst voor thuishulp niet minstens achtentveertig uur op voorhand op de hoogte heeft gesteld van zijn afwezigheid, dan is de uurbijdrage, eventueel verhoogd met het door het College krachtens artikel 73, § 1, van het besluit toegekende subsidies en met de subsidiatoeslagen op uurbasis, behoudens uitzonderlijke omstandigheden, verschuldigd ten belope van een uurprestatie.

**Art. 70.** Het bedrag dat de begunstigde verschuldigd is aan de dienst voor thuishulp stemt overeen met het bedrag van diens uurbijdrage, vermenigvuldigd met het aantal uurprestaties dat verricht wordt.

De duur van de prestatie wordt verhoogd met de verplaatsingsduur van de helper, die forfaitair werd vastgesteld op een kwartier per prestatie.

**Art. 71.** Hulp die aan een begunstigde wordt verstrekt op zaterdag, zondag, een officiële feestdag vóór 7 uur 's morgens en 's avonds na 18 uur geeft aanleiding tot een verhoging van de uurbijdrage met 20 %.

**Art. 72.** De artikelen 63 tot 71 zijn niet van toepassing op de door de diensten voor thuishulp georganiseerde verdeling van maaltijden.

**Art. 73.** In toepassing van artikel 133 van het decreet, zijn de modaliteiten voor de toekenning van de toelagen aan de diensten voor thuishulp de volgende :

1° De toelage aangaande de activiteiten van de gezins- en bejaardenhelpers omvat :

a) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de loonlasten van de gezins- en bejaardenhelpers. De bijdrage van de begunstigde wordt van dit bedrag afgetrokken.

Voor de verdeling van maaltijden aan huis, wordt een enkel bedrag van 1,24 euro per gepresteerd uur afgetrokken van het forfaitair bedrag. De verdeling van maaltijden mag niet langer duren dan 4 uur per dag;

b) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de loonlasten van het administratief personeel;

c) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de werkingskosten;

d) een forfaitair bedrag per prestatie ten titel van tussenkomst in de loonlasten van de dienstverantwoordelijke (of van de algemeen coördinator) en van de ploegverantwoordelijken;

e) een forfaitair bedrag voor een VTE ten titel van tussenkomst in de loonlasten voor het directiepersoneel wanneer de dienst meer dan 100 VTE telt.

2° Een bijkomend forfaitair bedrag per prestatie van gezins- of bejaardenhelper wordt toegekend ten titel van tussenkomst in de loonlasten van de dienstverantwoordelijke (of van de algemeen coördinator) en van de ploegverantwoordelijken voor de prestaties op zaterdagen, zondagen, wettelijke feestdagen en voor elke prestatie vóór 7 uur en 's avonds na 18 uur, voor zover die uren minstens 4 % van het totaal aantal thuis gepresterde uren betreft.

3° De toelage aangaande de activiteiten van de huishoudhelpers omvat :

a) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de loonlasten van de huishoudhelpers. De bijdrage van de begunstigde wordt van dit bedrag afgetrokken.

Voor de verdeling van maaltijden aan huis, wordt een enkel bedrag van 1,24 euro per gepresteerd uur afgetrokken van het forfaitair bedrag. De verdeling van maaltijden mag niet langer duren dan 4 uur per dag;

b) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de loonlasten van het administratief personeel;

c) een forfaitair bedrag per gepresteerd uur ten titel van tussenkomst in de werkingskosten;

d) een forfaitair bedrag per prestatie ten titel van tussenkomst in de loonlasten van de dienstverantwoordelijke (of van de algemeen coördinator) en van de ploegverantwoordelijken;

4° De toelagen voor de door de gezins-, bejaarden- en huishoudhelpers gepresterde uren op zondagen, wettelijke feestdagen of 's morgens vóór 7 uur en 's avonds na 18 uur worden vermeerderd met een uursupplement van 50 %, de toelagen voor de op zaterdagen gepresterde uren worden vermeerderd met een uursupplement van 35 %. Voor de huishoudhelpers worden deze toelagen slechts toegekend voor de verdeling van maaltijden aan huis.

5° De duur van de verplaatsing wordt in aanmerking genomen in de berekening van de toelagen naar rato van een kwartier per prestatie.

Wanneer een intensieve hulp is toegekend wordt, per prestatie, de toelage die voorzien is voor het dekken van de bezoldiging van de dienstverantwoordelijke en van de ploegverantwoordelijken met twee vermenigvuldigd voor een prestatie van zes uren en met 3 voor een prestatie van acht uren.

6° De in de punten 1 tot 4 vermelde forfaitaire bedragen zijn deze die zijn vastgelegd in bijlage I van het NM-besluit.

7° De indexering van de forfaitaire bedragen gebeurt op de volgende manier :

Telkens wanneer het gemiddelde van de viermaandelijke indexen van de consumptieprijzen van twee opeenvolgende maanden een van de spilindexen bereikt of tot een ervan herleid wordt, worden de forfaitaire bedragen berekend, waarbij er een coëfficiënt van 1,02n op toegepast wordt die de rang van de bereikte spilindex vertegenwoordigt. De bedragen worden steeds aangepast aan het begin van een trimester.

**Art. 74.** De toelage aangaande de prestaties van de gezins- en bejaardenhelpers is geplafonneerd op 4/5 van het maximumaantal betaalde prestatie-uren dat jaarlijks door het College van de Franse Gemeenschapscommissie wordt vastgelegd. Voor de huishoudhelpers is ze geplafonneerd op 2/5 van die uren.

**Art. 75. § 1.** De door de helpers gepresterde vakbondsvergaderingsuren kunnen gelijkgesteld worden met prestatie-uren ten belope van :

1° vier uren per maand en per afgevaardigde bestemd voor de vergaderingen van de Ondernemingsraad;

2° vier uren per maand en per afgevaardigde bestemd voor de vergaderingen van het Comité voor Preventie en Bescherming van de Arbeid (CPBA);

3° vier uren per maand en per afgevaardigde bestemd voor de vergaderingen van de vakbondsdelegatie.

De dienst voor thuishulp moet driemaandelijks het aantal door effectieve of plaatsvervangende afgevaardigden (gezins- bejaarden- en huishoudhelpers) voor elk type vergadering aan het Bestuur overmaken.

Dit document zal ondertekend moeten zijn door de persoon die ertoe gemachtigd is de werkgever te vertegenwoordigen bij bovengenoemde instanties, met de vermelding "oprecht en juist verklaard".

De uren voor vakbondsvergaderingen van een plaatsvervangend lid worden slechts in aanmerking genomen in de mate dat dit lid zetelt ter vervanging van een effectief lid.

§ 2. De uren bestemd voor medisch onderzoek overeenkomstig de wet op het welzijn op het werk kunnen gelijkgesteld worden met prestatie-uren.

De dienst voor thuishulp moet driemaandelijks een overzicht van die uren per helper aan het Bestuur overmaken.

§ 3. De interne coördinatievergaderingen worden slechts ten belope van een gemiddelde van twee uren per week en per helper in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage.

§ 4. De externe coördinatievergaderingen worden slechts ten belope van een gemiddelde van twintig uren per week en per helper in aanmerking genomen voor de berekening van de toelage.

**Art. 76.** In toepassing van artikel 131 van het decreet, wordt het minimumaantal voortgezette opleidingsuren van de dienst voor thuishulp vastgelegd op twintig uren per helper en per jaar. Een maximum van dertig uren opleiding per jaar en per helper wordt betoelaagd.

In afwijking van artikel 89 van het NM-besluit, wordt de 1 % bestemd voor de voortgezette opleiding van de helpers geïntegreerd in de in bijlage I van het NM-besluit vastgelegde uur-forfaits.

**Art. 77.** In toepassing van artikel 132 van het decreet, reikt het Lid van het College het in voorgaand artikel bedoeld inschrijvingsbewijs uit op voorlegging van een van de volgende getuigschriften, attesten of diploma's :

1° het bekwaamheidsattest van een erkend opleidingscentrum voor gezinshelpers waaruit blijkt dat de belanghebbende een volledige opleidingscyclus met vrucht heeft doorlopen;

2° een inschrijvingsbewijs of een gelijkwaardige titel;

3° een bekwaamheidsattest van gezins- of bejaardenhelper van vóór 1 juli 1990;

4° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs afdeling aspirant verpleegkundige;

5° een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs afdeling opvoeder gerontologie;

6° een studiegetuigschrift van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie van polyvalente hulpkracht voor thuishulp en collectiviteiten;

7° een studiegetuigschrift van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie, afdeling Gezinshulp;

8° een studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepsonderwijs, afdeling gezins- en gezondheidshelper;

9° een studiegetuigschrift van het zesde jaar van het beroepsonderwijs, onderafdeling kinderverzorging;

10° een registratiegetuigschrift uitgereikt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering – RIZIV – voor verplegingshulp;

11° een door het Lid van het College gelijkwaardig geacht diploma, attest of getuigschrift.

Onderafdeling XII. — Normen en bepalingen aangaande de centra voor teleonthaal.

**Art. 78.** In toepassing van artikel 138 van het decreet, bedragen de werkings-, uitrustings-, opleidings- en rekruteringskosten van de vrijwilligers en van de promotie van de dienst voor teleonthaal :

1° 29.510 euro voor het centrum met meer dan 60 vrijwillige medewerkers;

2° 13.310 euro voor het centrum met 40 à 60 vrijwillige medewerkers;

3° 7.400 euro voor het centrum met minder dan 40 vrijwillige medewerkers.

**Art. 79.** In toepassing van artikel 138 kunnen de in artikel 78 van het decreet bedoelde bedragen verhoogd worden op basis :

1° van het aantal oproepen :

a) van 15 000 tot 25 000 oproepen : 73.750 euro;

b) van 25 000 tot 40 000 oproepen : 103.250 euro;

c) meer dan 40 000 oproepen : 147.500 euro.

2° het aantal vrijwillige medewerkers :

a) van 40 tot 60 vrijwillige medewerkers : 29.500 euro;

b) meer dan 80 vrijwillige medewerkers : 56.150 euro.

### TITEL III. — De coördinatie-instellingen en de representatieve en coördinatie-instellingen en de intersectorale coördinatie-instelling

#### HOOFDSTUK I. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 80.** § 1. In toepassing van artikel 147, § 1, van het decreet, dient de instelling die op het vlak van Gezondheid erkende diensten coördineert of, in voorkomend geval vertegenwoordigt, een aanvraag om erkenning in, door middel van een gewone brief gericht aan het bevoegd lid van het College.

§ 2. De instelling die op het vlak van de Sociale Actie en het Gezin erkende diensten coördineert of vertegenwoordigt, dient een aanvraag om erkenning in, door middel van een gewone brief gericht aan het bevoegd lid van het College.

§ 3. De intersectorale coördinatie-instelling dient gelijktijdig een aanvraag om erkenning in, door middel van een gewone brief gericht aan de hogerop bedoelde bevoegde leden van het College.

**Art. 81.** Het Lid van het College onderzoekt de aanvraag om erkenning en de procedures tot toekenning, weigering, wijziging, intrekking of gedwongen wijziging van de erkenning en de vrijwillige sluiting overeenkomstig de artikelen 148 tot 162 van het decreet.

**Art. 82.** § 1. De intersectorale coördinatie-instelling waarvan alle erkende ambulante diensten van rechtswege lid kunnen zijn, op voorwaarde dat zij dit aanvragen, verzamelt en steunt, in toepassing van artikel 144 van het decreet, minstens 50 % van de erkende ambulante diensten en minstens 9 sectoren zoals omschreven in artikel 2, 5°, van het decreet.

§ 2. De intersectorale coördinatie-instelling ontwikkelt een coördinatie met de sectoren van de bijstand aan gehandicapte personen, van de sociale cohesie en van de socio-professionele inschakeling.

§ 3. Hij kan daarenboven coördinaties ontwikkelen met elke andere sector die te maken heeft met de Brusselse bevolking.

#### HOOFDSTUK II. — Normen en bepalingen aangaande de toelagen

**Art. 83.** Het in artikel 163, § 1, van het decreet bedoeld rapport wordt door de representatieve instelling voor de eerste maal overgemaakt 3 jaar na de inwerkingtreding van onderhavig decreet.

Het in § 2 van hetzelfde artikel bedoeld rapport wordt overgemaakt binnen een termijn van zes maanden na het in § 1 bedoeld rapport.

**Art. 84.** De bedragen die voorkomen in artikel 86 worden geïndexeerd volgens de in artikel 12 van het besluit voorziene formule. De in artikel 164 van het decreet bedoelde minimumbedragen worden volgens de volgende formule geïndexeerd :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex van december van het voorgaande jaar}}{\text{Gezondheidsindex van december 2007}}$$

**Art. 85.** De in artikel 165, § 2, van het decreet bedoelde bewijsstukken zijn conform het door het Bestuur geleverd model en moeten minstens de volgende stukken omvatten :

- 1° de individuele rekening van elke ploeglid;
- 2° het attest waaruit blijkt dat de RSZ-bijdragen betaald zijn;
- 3° het attest waaruit blijkt dat de bedrijfsvoorheffing betaald is;
- 4° het bewijs van de betaling van de honoraria aan de zelfstandigen;
- 5° een kopie van de door de algemene vergadering goedgekeurde rekening van de ontvangsten en uitgaven en van de balans;
- 6° in voorkomend geval, het bewijs van de neerlegging van de rekeningen en balans bij de griffie van de handelsrechtbank;
- 7° het door de algemene vergadering goedgekeurd activiteitenverslag.

**Art. 86.** In toepassing van artikel 164 van het decreet, kent het College de erkende instellingen een forfaitaire toelage toe die op de volgende manier wordt vastgelegd :

- 1° voor de coördinatie-instelling van de diensten voor geestelijke gezondheid, een toelage van 236.700 euro;
- 2° voor de coördinatie-instelling van de diensten die actief zijn op het vlak van de toxicomanie, een toelage van 128.900 euro;
- 3° voor de coördinatie-instelling van de medische huizen, een toelage van 91.420 euro.

#### TITEL IV. — Kwalitatieve evaluatie

##### HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Art. 87.** De door elke ambulante dienst of instelling gevoerde kwalitatieve evaluatie heeft betrekking op een à drie werkhema's gekozen uit een lijst van tien door de bevoegde leden van het College vastgelegde thema's.

##### HOOFDSTUK II. — Selectie van de werkhema's en van de kwalitatieve evaluatie

**Art. 88.** Binnen de maand die volgt op de inwerkingtreding van onderhavig decreet en, vervolgens, om de drie jaar, vragen de bevoegde leden van het College de ambulante diensten en instellingen hen, binnen een termijn van twee maanden, maximum tien voorstellen van werkhema's aangaande de kwalitatieve evaluatie te laten geworden, die eigen zijn aan hun sectoren en die verband houden met de opdrachten van die sectoren. De voorstellen van werkhema's zullen het voorwerp zijn van een beknopde uiteenzetting.

**Art. 89.** § 1. Na het verstrijken van de termijn voor de inzending van de werkhema's door de ambulante diensten en instellingen, maken de bevoegde leden van het College die aanhangig bij de Adviesraad opdat die een selectievoorstel van tien werkhema's per sector zou uitwerken.

§ 2. In toepassing van artikel 171, § 2, van het decreet, motiveert de Adviesraad zijn voorstel en maakt het over aan de bevoegde leden van het College, binnen een termijn van een maand na de aanhangigmaking.

§ 3. In toepassing van artikel 171, § 3, bepalen de bevoegde leden van het College, op basis van het advies van de Adviesraad, de lijst van tien werkhema's per sector en maken die over aan de ambulante diensten en instellingen evenals aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

##### HOOFDSTUK III. — Uitwerking van de projecten betreffende de kwalitatieve evaluatie

**Art. 90.** Van zodra onderhavig besluit in werking is getreden, vatten de ambulante diensten en instellingen de kwalitatieve evaluatie aan.

**Art. 91.** Uiterlijk vijf maanden vóór de datum van neerlegging van het in artikel 172 van het decreet bedoelde project, ontmoet de begeleidingscel van de kwalitatieve evaluatie de ambulante dienst of instelling om die op de hoogte te brengen van de begeleiding die ze voorstelt. Indien hij dit wenst, maakt de ambulante dienst of instelling gebruik van de voorgestelde begeleiding. In dat geval komen de begeleidingscel van de kwalitatieve evaluatie en de ambulante dienst of instelling de modaliteiten van de begeleiding overeen, eventueel schriftelijk indien de ambulante dienst of instelling dit wenst.

**Art. 92.** In toepassing van artikel 173 van het decreet, kent het College de ambulante diensten en instellingen elk jaar een forfaitair bedrag van 1.000 euro toe. Dit forfaitair bedrag wordt voor de eerste maal toegekend in het jaar waarin de ambulante dienst of instelling zijn project aangaande de kwalitatieve evaluatie indient. Het is inbegrepen in de in artikel 119 van het decreet bedoelde driemaandelijke voorschotten en wordt gerechtvaardigd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 13 en 85 van het besluit.

**Art. 93.** In toepassing van artikel 173 van het decreet, kent het College de intersectorale coördinatie-instelling elk jaar een forfaitair bedrag van 40.000 euro toe. Dit forfaitair bedrag wordt voor de eerste maal toegekend in 2010. Het is inbegrepen in de in artikel 119 van het decreet bedoelde driemaandelijke voorschotten en wordt gerechtvaardigd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 13 en 85 van het besluit.

**TITEL V. — De netten**HOOFDSTUK I. — *Erkenningsprocedure*

**Art. 94.** § 1. In toepassing van artikel 187 van het decreet, dient de netpromotor een erkenningsaanvraag in, door middel van een gewone brief, bij het bevoegd lid van het College volgens de oorsprong van zijn erkenning of van de facultatieve toelagen die hij geniet.

§ 2. Het bevoegd lid van het College onderzoekt de erkenningsaanvraag en de procedures voor de erkenning, de hernieuwing, de weigering, de wijziging en de intrekking van de erkenning of de gedwongen wijziging van de erkenning overeenkomstig de artikelen 185 tot 193 van het decreet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen aangaande de toelagen*

**Art. 95.** In toepassing van artikel 194 van het decreet bedraagt de aan het erkend net toegekende minimum forfaitaire toelage 20.810 euro.

**TITEL VI. — Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen**

**Art. 96.** Worden opgeheven :

1° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 maart 1995 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor gezinsplanning, gewijzigd bij besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 december 2000;

2° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet betreffende de erkenning en de subsidies van diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 1997 en van 31 mei 2001;

3° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 1996 betreffende de toepassing van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning en de subsidies van diensten actief op het gebied van druggebruik, gewijzigd bij de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 november 1997 en van 24 juni 1999;

4° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

5° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 december 1997 tot bepaling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 27 april 1995 betreffende de erkenning van en de toelagen aan de diensten actief op het gebied van druggebruik;

6° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 september 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 7 november 1997 tot vaststelling van de regels voor de erkenning en de toekenning van subsidies aan de centra voor globale sociale actie;

7° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 29 april 1999 betreffende de toepassing van het decreet van 4 maart 1999 houdende organisatie van de erkenning en subsidiëring van de coördinatiecentra voor thuisverzorging en thuishulp en van de diensten voor palliatieve zorg en nazorg;

8° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 27 april 2000 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor thuishulp;

9° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 juli 2005 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 december 2003 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan diensten voor bijstand aan slachtoffers, verdachten, in vrijheid gestelde veroordeelden, ex-gedetineerden en hun naasten;

10° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 2 oktober 2008 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de diensten "Espaces-Rencontres";

11° het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 11 juni 1998 betreffende de toepassing van het decreet van 18 juli 1996 houdende erkenning van de instellingen die bemiddelen bij schulden;

12° de artikelen 16 tot 28, 29 tot 33, 72, 105 en 107 van het NM-besluit, wat betreft de bepalingen aangaande de medische huizen;

13° de artikelen 34 tot 48, 73 en 108 van het NM-besluit, wat betreft de bepalingen aangaande de centra voor teleonthaal;

14° artikel 2, 4° en 5°, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 23 maart 2006 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 16 juni 2005 betreffende de erkenning en de toekenning van subsidies aan de representatieve organisaties van de sociale actie en het gezin.

**Art. 97.** Onderhavig besluit treedt in werking op 31 december 2009.

**Art. 98.** Het College belast de Voorzitter van het College, bevoegd voor Gezondheid en het Lid van het College, bevoegd voor de Sociale Actie, het Gezin en de Sport, met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 4 juni 2009.

Door het College :

De Voorzitter van het College, belast met Gezondheid,  
B. CEREXHE

Het Lid van het College, belast met de Sociale Actie, het Gezin en de Sport,  
E. KIR